

Globethics Repository



Bulletin sek • feps

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

Item Type	Journal
Authors	Fédération des Églises protestantes de Suisse;Jeggli, Monica;Weber, Simon
Publisher	Fédération des Eglises protestantes de Suisse FEPS
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-07-17 01:10:49
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/173249



b

bulletin sek·feps

2 | 2007

Une publication de la Fédération des Églises protestantes de Suisse

- 3 Gros Plan Valeurs Fondamentales**
- 19 Églises en Relation Le COE en mutation**
- 29 Portrait Jacques Matthey**

SOMMAIRE

GROS PLAN

Établir un lien entre les valeurs éthiques	3
Valeurs fondamentales: Trois publications complémentaires	7
Abraham et l'enfant Jésus	8
Que valent les valeurs?	10
Une révolution tranquille	14

ÉGLISES EN RELATION

De la Bratwurst et autres avantages stratégiques	17
Point de vue	18
Le COE en mutation	19

THÉOLOGIE ET ÉTHIQUE

La capacité financière exige la responsabilité	22
L'Église ouvre ses portes aux personnes vivant seules	23

LE CONSEIL

En plein cinéma	24
L'Assemblée des délégués	25
Remettre sur pied et donner du large	26
Le Conseil	27

SECRÉTARIAT

Personnel	28
-----------	----

PORTRAIT

Jaques Matthey: Un « fichu » fossé à franchir	29
---	----



Chère lectrice,
Cher lecteur,

La règle d'or ne nous suffit-elle plus ? D'une grande simplicité et facile à comprendre, elle existe dans pratiquement toutes les traditions religieuses. Jésus l'a renouvelée sur deux points. Il l'a formulée positivement et activement : « Tout ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le vous-mêmes pour eux ». Il s'agit de prendre l'initiative de ce bien sans compter qu'il sera rendu. D'autre part, il l'a présentée comme un résumé de la pensée biblique en y ajoutant : « c'est la Loi et les Prophètes ». Que nous faut-il de plus ? Tout est dit et nous savons comment être le prochain d'autrui.

Et pourtant, aujourd'hui, les catalogues de valeurs foisonnent. Le débat sur les vraies valeurs, les valeurs morales à suivre est relancé. La FEPS y participe en publiant un document présentant un choix de dix valeurs fondamentales. Un catalogue de plus ou un choix qui permet de donner des repères pour l'action ? Le dilemme est bien là. La règle d'or ou le commandement de l'amour nous suffisent amplement pour vivre agréablement en communauté, mais nous sommes ainsi faits que nous avons besoin de repères, en particulier dans une société qui se fragmente de plus en plus.

Le débat est lancé, aussi au sein de la FEPS. En lisant les pages qui suivent, vous y participerez. Mais souvenons-nous que la règle d'or et l'expérience chrétienne sont une perpétuelle remise en question des valeurs d'une société humaine.

Simon Weber, pasteur, directeur de la communication

Établir un lien entre les valeurs éthiques

Entretien avec Christoph Stückelberger

Dans sa dernière publication, la FEPS ouvre un débat sur dix valeurs fondamentales. D'où sont-elles tirées et doivent-elles être regardées comme les valeurs chrétiennes définitives ? Telles sont notamment les questions auxquelles répond Christoph Stückelberger, directeur de l'Institut de Théologie et d'Éthique et coauteur du document.

Bulletin: Quelle est la raison qui a incité la FEPS à publier un document sur les valeurs fondamentales ?

Christoph Stückelberger: Nous avons reconnu la nécessité pour la FEPS de tenir un discours cohérent. C'est ce qui nous a incités à réfléchir sur les fondements éthiques qui soutiennent nos positions dans tous les domaines, que ce soit à propos de la famille, de l'État de droit, de la législation sur les étrangers ou de la politique d'immigration. De plus, après le départ de mon prédécesseur, Hans-Balz Peter, l'équipe de l'institut a été recomposée. D'où un besoin, à l'interne, de créer une base d'appréciation commune. Une autre raison enfin est la recherche de repères éthiques que l'on observe actuellement dans notre société.

Le débat sur les valeurs est surtout déclenché par les milieux politiques. Quel rôle les Églises ont-elles à jouer là-dedans ?

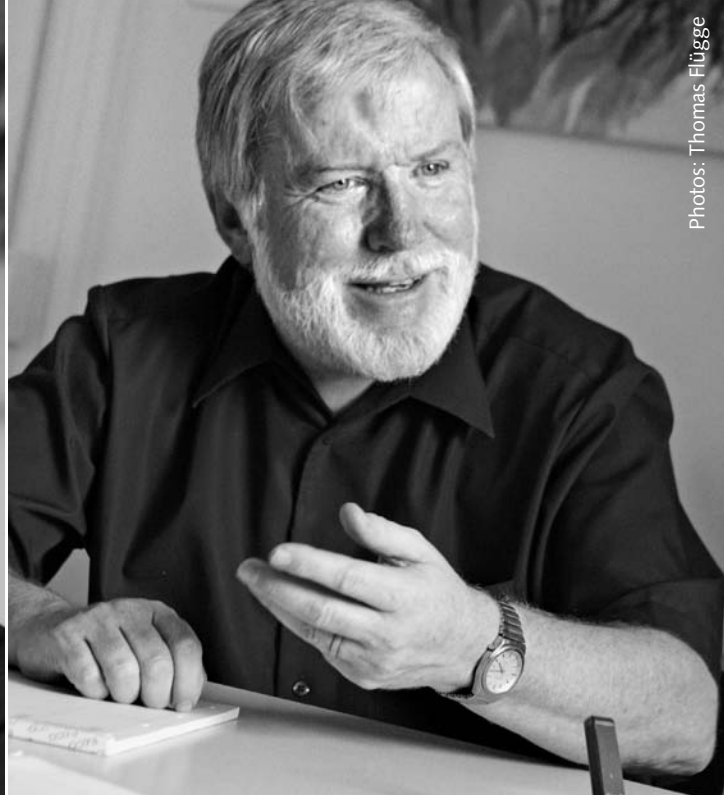
Le système politique fait que les partis se demandent toujours sur quoi il vont fonder leur programme pour gagner des électeurs, encore que cela soit plus marqué en Allemagne ou aux États-Unis que chez nous en Suisse. Chaque parti – et cela est légitime – sélectionne les valeurs qui lui correspondent, parce qu'il ne doit pas représenter l'ensemble de la société. L'Église en revanche a pour tâche d'examiner quelles sont les valeurs importantes pour la vie en société. En tant qu'Église, nous nous sommes toujours efforcés de fournir des repères éthiques. En ce sens, ce que nous avons fait n'est pas nouveau.

Dans les milieux politiques, on se réfère volontiers aux valeurs de la civilisation chrétienne occidentale. Les Églises ne courent-elles pas le risque d'être confisquées par la politique ?

Ce risque est permanent et doit nous inciter à la vigilance. Aussi nous refusons-nous, à la FEPS, d'employer la notion de « valeurs chrétiennes occidentales », qui laisserait entendre que la chrétienté et l'Occident sont des réalités identiques. Car on observe au contraire qu'à bien des égards, l'Occident n'est pas chrétien, même si la majorité des gens qui y vivent sont baptisés et si les valeurs chrétiennes y font partie de la culture. Les valeurs auxquelles nous ouvre l'Évangile sont de portée universelle et ne sauraient se confondre avec la civilisation occidentale. Elles peuvent tout aussi bien être ancrées dans les civilisations africaines ou asiatiques, et elles le sont d'ailleurs.

Dix valeurs fondamentales selon la vision protestante

- 1 la justice
- 2 la liberté
- 3 la responsabilité
- 4 la durabilité
- 5 la communauté
- 6 l'autonomisation
- 7 la participation
- 8 la solidarité
- 9 la paix
- 10 la réconciliation



Photos: Thomas Flügge

Il existe aussi un risque de figement, alors que nous concevons au contraire les valeurs comme quelque chose de très dynamique. Notre tâche est de déceler, dans la tradition biblique et dans la tradition chrétienne, la volonté de Dieu pour notre action d'aujourd'hui.

« Une existence sociale digne de l'être humain n'est possible que si la liberté est associée à la responsabilité envers la collectivité ou à la justice. »

Comment les valeurs peuvent-elles être dynamiques, dès lors qu'on les fixe par écrit ?

Le propos principal du texte est de donner un contenu à ces valeurs fondamentales. Qu'il y en ait dix, douze ou seulement huit importe peu. La FEPS ne prétend pas avoir établi là une liste définitive. Ce qui est important, c'est que ces valeurs soient reliées entre elles. Si une seule de ces valeurs prend une dimension absolue, elle agira à fin contraire. La liberté conçue de manière absolue n'est plus que la lutte de tous contre tous, avec pour résultat la servitude pour tous. Une existence sociale digne de l'être humain n'est possible, par exemple, que si la liberté est associée à la responsabilité envers la collectivité ou à la justice. Cette mise en relation des valeurs entre elles est

extrêmement dynamique, parce que pour chaque nouvelle situation, il faut trouver la relation adéquate. Les valeurs ne deviennent pas des principes figés si elles sont comprises à partir de la relation vivante au Christ.

Il s'agirait donc de rendre les gens capables de développer leurs propres réflexions sur l'importance relative des différentes valeurs ?

C'est un point très important. Et d'ailleurs, une des valeurs fondamentales que nous avons définies est l'autonomisation. Ce qui signifie précisément que les gens acquièrent la capacité de se faire leur propre jugement et d'agir de manière autonome et en pleine conscience de leurs responsabilités. Ce principe est primordial dans la conception protestante : décider en fonction de valeurs et en assumant sa responsabilité. En ce sens, notre document vise au renforcement de l'autonomie de jugement.

Nous vivons dans une société hétérogène que caractérise la coexistence de personnes aux orientations éthiques divergentes. Est-il possible, dans ces conditions, d'obtenir davantage qu'un consensus minimal au-delà de notre système juridique ?

L'éthique va toujours au-delà du droit. Dans une démocratie, le droit ne peut jamais définir que le plus petit dénominateur commun, c'est-à-dire ce qui peut obtenir la majorité en votation. En ce sens, le droit est donc la suite nécessaire de l'éthique, mais il n'en est pas un fondement suffisant. Car si une chose est légale au regard du droit, elle ne sera pas nécessairement aussi légitime au regard de l'éthique. Nous constatons actuellement que certaines valeurs, telle l'interdiction de la torture, que nous regardions comme allant de soi dans notre État de droit, est soudain remise en question. Il faut donc à nouveau se pencher sur la justification éthique de l'interdiction de la torture.

« La tâche consiste à concilier pluralité, individualisme et responsabilité envers autrui. »

D'où vient selon vous le regain d'intérêt de notre société pour les valeurs éthiques ?

Il s'explique premièrement par le sentiment qu'ont les gens que notre société est de plus en plus régie par des forces qui ne se conforment à aucune valeur éthique, mais uniquement à la volonté de pouvoir et à l'argent. Tout ce qui rapporte de l'argent et du pouvoir paraît soudain permis. Cette tendance se heurte donc à une résistance de la part de gens qui n'y voient pas un fondement sain pour la vie en société.

Deuxièmement, la pluralité inquiète. D'une part, elle est perçue comme un enrichissement positif, mais d'autre part, on y voit un risque de perte de repères. L'individualisme n'est pas seulement libérateur, il est aussi ressenti comme une charge pesante. C'est ici précisément que nous avons le devoir, nous protestants, de rappeler que la liberté individuelle de décision et d'organisation est une valeur importante : elle est l'expression d'une liberté que Dieu nous a offerte. Il ne saurait donc être question de tendre vers une société homogène ou de viser à un dépassement de la pluralité. La tâche consiste plutôt à concilier pluralité, individualisme et responsabilité envers autrui. Le document de la FEPS entend contribuer à la définition de repères qui à la fois obligent à l'égard de la collectivité et respectent la diversité individuelle.

Le besoin de valeurs communes ne cache-t-il pas une tentative de déléguer la responsabilité individuelle ? Comme si, n'ayant pas le courage de lutter soi-même pour les valeurs auxquelles on est attaché, on attendait que la collectivité s'en charge ?

Il faut un équilibre entre la responsabilité individuelle qui permet de mener une existence propre dans la dignité, et la base normative commune sans laquelle la vie en société dans un État de droit démocratique est très difficile. Cette tension se manifeste par exemple dans les discussions avec l'islam et dans les efforts visant à la fois à garantir la liberté religieuse aux musulmans et à respecter les droits de l'homme sur lesquels se fonde la Suisse, afin de permettre une cohabitation paisible.

Sur quoi vous êtes-vous basés pour définir ces dix valeurs fondamentales ?

Nous avons pris en compte l'Ancien et le Nouveau Testaments, l'histoire de l'Église et la théologie actuelle. Toutefois, la Bible ne fournit pas directement des valeurs éthiques. La définition de ces dix valeurs fondamentales a été un travail exigeant, parce que la tradition biblique n'est

pas unanime. Ce que Paul dit de la liberté, par exemple, n'a pas d'équivalent direct dans l'Ancien Testament, qui est davantage le reflet d'une société tribale patriarcale. L'Ancien Testament insiste sur la libération du peuple d'Israël, tandis que dans le Nouveau Testament, l'individu occupe une place plus importante.

On est étonné par exemple de ne pas voir figurer dans votre liste la notion de tolérance.

C'est parce que la tolérance est une des formes de la liberté. La liberté, cela signifie reconnaître à l'autre ce que l'on revendique pour soi-même. Cette conception de la liberté mène à la tolérance, parce que l'on accorde à l'autre les mêmes droits et les mêmes possibilités. Il en va de même de notre conception de la communauté, de la solidarité, de la justice. Pour cette dernière, nous partons de l'idée que tous les êtres humains ont la même valeur et se trouvent à un même niveau. L'exigence de tolérance est donc incluse dans les valeurs fondamentales. Mais cet exemple montre que l'on pourrait aussi dresser une autre liste de valeurs fondamentales.

L'humilité n'est-elle pas une valeur importante dans le christianisme ?

L'humilité est une vertu importante, mais pas une valeur. Les vertus sont des attitudes et des modes de comportement, alors que les valeurs sont des repères.

Le Synode de réflexion de l'Église argovienne a fait du respect une valeur essentielle. Le respect est-il aussi une vertu ?

Oui, le respect et l'attention à autrui sont des attitudes. Mais c'est aussi l'expression d'une reconnaissance de la dignité humaine inhérente à chaque être. Et la dignité humaine,

Notions de base de l'éthique

Éthique (grec *ethos* = coutume, usage) : équivalent savant de la morale, science de la morale.

Morale (lat. *mores* = mœurs, coutumes) : règles de conduite valables de façon absolue dans une communauté sociale. Désigne aussi la science du bien et du mal, mais dans ce sens, on préfère aujourd'hui le terme « éthique ».

Normes (lat. *norma* = équerre) : exigences théoriques auxquelles les actions concrètes doivent se conformer.

Principes (lat. *principium* = commencement, origine) : règles générales et absolues, qui donnent leur orientation définitive aux jugements, aux décisions et aux actions, et d'où sont tirées des normes pour l'action.

Valeurs (lat. *valor* = littéralement ce qui est fort, établi) : repères moraux acceptés de fait et ayant cours dans une communauté sociale.

Vertus (lat. *virtus* = qualité morale, qualité virile) : qualités d'une personne agissant avec moralité.

dans notre conception, n'est pas une valeur fondamentale en tant que telle, mais la condition préalable à l'ensemble des valeurs éthiques. Seul celui qui reconnaît cette dignité à tout être humain reconnaîtra la justice comme une valeur à laquelle tous ont droit.

« La conception chrétienne associe toujours la liberté à la communauté et au service envers le prochain. »

Des valeurs éthiques, il n'est donc pas possible d'inférer des vertus ?

Les vertus peuvent en être l'expression concrète. On peut aussi dire que les valeurs fondamentales sont l'expression d'une vision de l'homme. La vision protestante de l'homme part de l'idée que nous sommes tous des créatures de Dieu et que cette qualité d'être créés nous place tous au même niveau et nous donne à tous notre dignité humaine. Nous croyons que chacun à sa manière a reçu de Dieu le Créateur des dons qui lui permettent de participer à l'aménagement de notre vie sociale. Ce n'est pas le cas partout. Dans le

système indien des castes, par exemple, les gens qui ne font pas partie d'une caste ne sont considérées que comme des êtres apparentés à des humains, et non des humains à part entière. Une telle conception est en contradiction avec la conception chrétienne de la dignité humaine.

Quel but poursuivez-vous par la publication de ce document ?

Nous espérons que la position du Conseil de la FEPS pourra servir de repère pour la FEPS elle-même et donner des impulsions dans ses Églises membres. Le document doit servir à préciser ce que l'on entend par ces valeurs fondamentales lorsque l'on s'y réfère, que ce soit dans le domaine de la diaconie, de l'assistance spirituelle ou de la politique. Nous espérons offrir une référence et le moyen de clarifier sa position. Que l'on puisse savoir par exemple de quelle justice on parle lorsque l'on demande la justice pour tous. Car la justice peut prendre des formes très diverses.

Mais nous aimerions également inciter les acteurs sociaux, comme les partis politiques par exemple, à donner eux aussi une définition de leurs valeurs fondamentales, de sorte que nous puissions les comparer à notre conception protestante. Pour reprendre l'exemple de la liberté, j'observe que la conception chrétienne de la liberté n'est pas parfaitement identique à la liberté selon la conception libérale. Il y a bien sûr des éléments communs, mais la conception chrétienne associe toujours la liberté à la communauté et au service envers le prochain.

Propos recueillis par Monica Jeggli

Cliquer et comprendre

Plateforme Internet sur les valeurs fondamentales

Lire un document sur les valeurs fondamentales est une chose, saisir leur portée en est une autre. La FEPS offre la possibilité de se familiariser avec ces valeurs de manière interactive grâce à la plateforme Internet qu'elle a installée sur le sujet. Les publications disponibles sur les valeurs fondamentales sont présentées en page 7. La plateforme Internet permet quant à elle de mieux comprendre ces valeurs de manière ludique autant qu'informatrice. Chacune des dix valeurs est remise en question de manière critique par l'image et le texte, autant de la

part des auteurs que des utilisateurs du site. Donnez votre avis en ligne et laissez-vous surprendre par les questions et les itinéraires qui vous sont proposés.

www.feps.ch

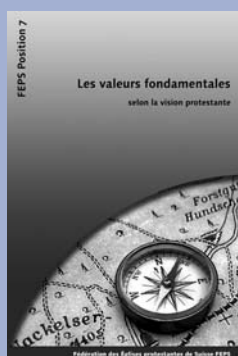
Valeurs fondamentales

Trois publications complémentaires

Le recours aux valeurs éthiques est un signe du besoin de repères dans notre société. On se réfère partout à des valeurs : dans les textes constitutionnels, dans les partis politiques, dans les lignes directrices de grandes entreprises ou d'institutions de formation, dans les prises de position des Églises ou de communautés religieuses. La FEPS vient d'éditer trois publications qui expliquent la nature de dix

valeurs fondamentales et les relations entre elles : la justice, la liberté, la responsabilité, la durabilité, la communauté, l'autonomisation, la participation, la solidarité, la paix et la réconciliation. Ces documents peuvent aider à trouver des repères et notamment être utiles aux responsables des Églises, de la politique, de l'économie, des médias et de l'enseignement. Ils s'adressent à des publics différents :

FEPS Position 7



- A) Pour le public intéressé :
« Les valeurs fondamentales selon la vision protestante »

Introduction aux dix valeurs fondamentales définies par le Conseil de la FEPS. Après une introduction générale, chacune est présentée en trois pages qui soulignent la conception chrétienne et les enjeux actuels.

Fédération des Églises protestantes de Suisse :
 Les valeurs fondamentales selon la vision protestante. FEPS Position 7, Berne août 2007, 76 p., CHF 12.–.

FEPS Impulsion 2



- B) Pour la formation d'adultes :
« Valeurs fondamentales. Dix modules de formation pour adultes »

Manuel pratique pour le travail ecclésial avec des adultes, présentant une animation pour chacune des dix valeurs fondamentales.

Fédération des Églises protestantes de Suisse :
 Valeurs fondamentales. Dix modules de formation pour adultes. FEPS Impulsion 2, Berne août 2007, 48 p., CHF 9.–.



- C) Pour approfondir la réflexion :
« Grundwerte. Eine theologisch-ethische Orientierung »

Ouvrage scientifique détaillé sur la justification des dix valeurs fondamentales et leurs relations historiques, politiques, théologiques et éthiques.

Frank Mathwig/Christoph Stückelberger :
 Grundwerte. Eine theologisch-ethische Orientierung. Beiträge zu Theologie, Ethik und Kirche des SEK, Band 3, Verlag TVZ, Zürich, 2007, 326 p., CHF 32.–

Réduction pour commandes groupées :
 CHF 17.– (au lieu de CHF 21.–) pour les documents A) et B), CHF 46.– (au lieu de CHF 53.–) pour les documents A), B) et C).

Abraham et l'enfant Jésus

Transmettre des valeurs dans une société multiculturelle

Notre héritage culturel est le terreau de notre identité, un repère, une source de réconfort. En Suède, un projet destiné aux enfants recourt aux figures traditionnelles de l'imagerie de Noël pour faire parler les gens et éveiller ainsi chez eux la compréhension pour autrui.

Elisabeth Reichen-Amsler

Abraham est là, dans l'étable de la Nativité, et l'on y voit aussi, s'associant à la joie des personnes présentes, Moïse avec les tables de la loi. À l'arrière-plan, on entend le bruissement d'une cascade. Aux rois mages vient se joindre, monté sur un petit cheval, le quatrième roi légendaire, cheminant longuement à la recherche du Prince de paix. L'ange Gabriel a pris place près de Marie et de Joseph. Au milieu se trouve l'enfant Jésus, berceau de la foi chrétienne et de ses valeurs. L'étable se peuple d'un passé de marque et d'un avenir porteur d'espérance.

Une fête de Noël émouvante

C'est une fête qui est célébrée dans le monde entier et qui a même été adoptée par des pays non chrétiens, une fête de joie, une fête qui émeut parce qu'elle est centrée autour de la personne d'un petit enfant dans toute son intacte simplicité. Un petit enfant offert comme un signe d'espoir pour tout ce que nous aimerions réaliser dans notre vie. Consciemment

ou non, c'est déjà une transmission de valeurs. Que l'on soit chrétien ou attaché à une autre tradition religieuse, voire réticent, qu'on le veuille ou non, il se passe quelque chose d'essentiel dans cette fête. La fête de Noël donne lieu à un rituel dans lequel nous pouvons nous sentir en sécurité. Et cette expérience est à la portée de tous.

Le thème de l'étable a été utilisé en Suède pour un projet interreligieux et interculturel, intitulé « *L'étable d'Abraham/Ibrahim* » et dont la présentation est un succès depuis plus de dix ans dans une banlieue de Stockholm à fort taux d'immigrés. Il devrait être introduit cette année dans le canton de Neuchâtel.

Des racines communes

« *L'étable d'Abraham/Ibrahim* » est un projet très simple à monter et qui convient particulièrement bien aux classes d'école primaire. L'étable est dressée sur une table, légèrement plus grande qu'une maison de poupées, avec un ensemble de personnages et d'objets qui ne font pas tous partie de la crèche traditionnelle : Abraham (ancêtre des trois religions monothéistes), Moïse, le quatrième roi (figure empruntée au folklore russe), une cascade (symbole de vie et de guérison), une amphore et les souliers de Marie (des objets de la vie de tous les jours), une palme (signe de l'oasis dans le désert), etc. Plusieurs de ces objets et de ces personnages ont une signification pour les enfants indépendamment de leur appartenance religieuse. En Suède, l'étable est montrée dans des bibliothèques pour permettre aux enfants – mais aussi aux adultes – d'assister activement aux représentations et aux récits de la naissance de Jésus selon la version chrétienne et la version musulmane.

Conçue comme un pont entre les cultures, cette crèche raconte l'histoire des origines communes du judaïsme, du

Documents de la FEPS pour la formation d'adultes

Elisabeth Reichen-Amsler a contribué à la rédaction de la brochure de la FEPS « Valeurs fondamentales. Dix modules de formation pour adultes » (FEPS Impulsion 2). Voir à ce propos la page précédente.

christianisme et de l'islam. On y trouve toutes les figures traditionnelles, et l'enfant Jésus est au centre. La méthode appliquée cherche à approfondir à la fois le sens de l'identité propre et l'empathie, le respect pour l'identité d'autrui. Par l'écoute, les participants doivent toujours être attentifs aux autres. Les récits bibliques et les légendes aident à la transmission d'un héritage ancestral aux générations futures.

Mes propres racines

Pour savoir qui je suis, j'ai besoin de savoir d'où je viens. C'est un travail que doivent surtout faire les adultes, car nos origines sont complexes et ne se limitent pas à l'héritage de nos grands-parents, mais comprennent une vaste dimension culturelle. Nous sommes comme un tapis tissé de fils innombrables, fins ou grossiers, aux couleurs vives ou ternes, invisibles ou chatoyants, certains vieux comme le monde et d'autres flambant neufs. L'image du tapis pourrait aussi être utilisée pour une activité de groupe où chacun tisserait son propre tapis.

Dans nos sociétés de plus en plus multiculturelles où s'entremêlent les rituels et les traditions, nous devons tous, indigènes ou immigrés, rechercher loin les éléments qui constituent notre identité. Il nous faut des expériences qui nous y conduisent, que ce soit en portant un regard sur notre héritage religieux et culturel, en écoutant des récits bibliques, des contes, des mythes et des légendes, en visitant des sanctuaires ou des églises, en parcourant des chemins de pèlerinage, ou encore par la fréquentation des œuvres d'art.

Les valeurs chrétiennes ont maintenant imprégné les valeurs humanistes laïques, et elles demeurent. Que ce soit dans notre vocabulaire, dans notre inconscient ou dans les règles qui régissent l'existence en communauté, la pensée chrétienne fait partie de notre héritage, valable autant pour les croyants que pour les non-croyants, pour les chrétiens que pour les non-chrétiens. La nature de plus en plus multiculturelle de nos sociétés n'enlève rien à l'importance de l'apport chrétien dans le débat sur les valeurs.

Elisabeth Reichen-Amsler est *animatrice diaconale* dans l'Église réformée évangélique du canton de Neuchâtel.



Photo: Sune Högberg

La crèche à la bibliothèque pour promouvoir le dialogue interculturel.



Addendum

Le *bulletin* 1/07, dans son panorama de la presse protestante, a malencontreusement omis de mentionner le périodique de l'Église de Thurgovie, le *Thurgauer Kirchenbote*. La rédaction prie les responsables de ce périodique et les lecteurs de bien vouloir excuser cet oubli et publie donc le complément suivant :

Kirchenbote für die Evangelische Landeskirche des Kantons Thurgau

Journal maniable de seize pages, de conception attrayante, avec des photographies en couleur. Le rythme de parution est mensuel (sauf un numéro double en été). Les lecteurs

y trouvent à la fois des reportages détaillés, des courts textes de méditation et des communications officielles. Ce périodique d'Église est varié mais n'hésite pas à adopter des positions claires. Il contient aussi un calendrier de manifestations, des comptes rendus de presse et des mots croisés. Le tirage est de 45 000 exemplaires.

Le rédacteur en chef, Hans Ruedi Fischer, prendra sa retraite cet automne après vingt ans au service de l'Église. Né en 1942 à Amriswil, il a effectué un apprentissage de compositeur typographe puis longtemps travaillé comme journaliste.



Que valent les valeurs?

La théologie et l'Église entre valeurs et vérité

Certains attendent de l'Église qu'elle soit un rempart contre la déferlante des changements. Il est vrai que la religion chrétienne est en mesure d'offrir des repères. Mais l'Évangile n'est pas un catalogue de valeurs morales. Car le cœur de la foi chrétienne se situe au-delà des catégories humaines. Et c'est cela même qui permet à l'Église de s'adresser à tous et de rester ouverte à l'avenir.

Frank Mathwig

Depuis quelque temps, le voyageur débarquant à la gare d'Aarau est immédiatement frappé par une œuvre d'art qui orne le bâtiment au-dessus du tunnel. Quatre panneaux répartis sur toute la largeur de la façade portent en grand les mots *weise*, *tapfer*, *besonnen* et *gerecht* (sage, brave, réfléchi, juste). Comme l'explique l'*Aargauer Kulturbblatt* (2/4 2006), l'artiste, Hubert Dechant, a repris l'identité visuelle des CFF

(écriture blanche sur panneaux émaillés bleus). Il y a près de deux mille cinq cents ans, Platon avait défini les quatre vertus (sagesse, courage, tempérance et justice) qui continuent à marquer l'idéal occidental d'une vie vertueuse. L'installation d'Aarau s'intitule d'ailleurs « Les vertus cardinales platoniciennes ». Avant leur exposition, ces panneaux étaient restés durant des années dans une cave.

Cette anecdote où il est question d'art et de vertus peut servir de parabole pour illustrer l'actuel débat sur les valeurs

L'artiste Hubert Dechant (à gauche) fixe une vertu cardinale.

morales. Elle met en évidence deux phénomènes. Premièrement, elle montre que nous assistons actuellement à une renaissance des valeurs, qui comme chaque redécouverte suscite passablement de remous. Et deuxièmement, on ne s'est pas contenté d'exhumer d'illustres concepts, on les a encore rhabillés au goût du jour. À la différence des artistes toutefois, les promoteurs du débat sur les valeurs ne cherchent pas à provoquer ou à susciter des réflexions, mais à donner des repères pour l'action. Les provocations artistiques ont ou veulent avoir un effet irritant mais aussi libérateur à l'égard de nos schémas de pensée, tandis que les débats sur les valeurs, au contraire, visent à prescrire des objectifs d'action, à restreindre les possibilités d'action, à flanquer la liberté individuelle de normes directrices, bref à mettre des limites à l'infini de nos choix.

Le poids de la liberté

Les choses ne sont cependant pas aussi négatives qu'il y paraît au premier regard. Sans repères, nous serions irrémédiablement perdus, pareils à des navires sans instruments de navigation ni cartes pour s'orienter sur la mer. Nous serions

livrés inconscients aux vagues de l'existence, sans but et sans rivage, sur l'océanique vastitude de nos possibilités d'action, livrés aux caprices météorologiques de nos ambitions. Le sociologue français Alain Ehrenberg a résumé cela par l'expression : « la fatigue d'être soi », faisant le constat d'une augmentation des maladies dépressives sous l'effet d'un surmenage permanent de l'individu dans notre société libérale et pluraliste. Un individu qui aujourd'hui peut encore à peine se raccrocher à l'ordonnance des schémas établis et doit toujours décider par lui-même, se repérer lui-même, esquisser lui-même de nouveaux projets. De sorte que les libertés péniblement conquises par leurs ancêtres ne sont, pour un nombre croissant de gens, qu'un poids insupportable.

Le débat actuel se rattache à ce dilemme. Il s'agit d'offrir des repères et de favoriser, par la prétention à l'universalité de ces repères, la cohésion d'une société en proie à la fragmentation. Car la question est : par quoi notre société tient-elle encore ? Qu'est-ce qui relie les gens entre eux du moment que chacun peut plus ou moins faire et laisser faire ce qu'il veut ? Quelle confiance puis-je encore avoir en mon environnement social dès lors qu'il ne va plus de soi que mes congénères partagent mes convictions fondamentales ? En fonction de quels repères dois-je orienter mes décisions si les poteaux indiquent toutes les directions en même temps ?

Il apparaît rapidement que nous ne vivons pas seulement des libertés que nous concède l'État de droit, mais aussi de certitudes prescrites par l'État et par la société, qui jouent un rôle de ciment social et qui engagent. Notre existence reste exempte de frictions tant que nous pouvons nous reposer sur de pareilles certitudes. Et aussi longtemps qu'existent ces repères fiables, nous ne prenons guère conscience de leur valeur.

Mais l'aspiration à de telles certitudes a un prix. Les valeurs sont un peu comme les règles du jeu au sein d'une société : on fait partie de la société si l'on connaît les règles, tandis que si on les ignore ou si l'on ne s'y conforme pas, on reste exclu. Les valeurs sont donc un facteur d'identité en tant qu'elles opèrent une distinction, une discrimination entre joueurs et spectateurs. Ce qui ne correspond pas aux valeurs usuelles fait généralement l'objet d'une rapide déconsidération, jusqu'à l'invalidité qui est à proprement parler l'absence de valeur. Les discussions qui autrefois se tenaient à propos de la culture dominante (que certains essaient aujourd'hui de raviver) se servaient du concept de valeur comme d'un critère de ségrégation ; elles semaient la méfiance au lieu de favoriser la confiance, excluaient au lieu d'abolir les barrières de l'étroitesse d'esprit, édifiaient des monopoles de l'opinion au lieu d'amener les diverses convictions à un échange mutuel.

Déclin des valeurs et mutation des valeurs

On présente volontiers les conflits sociaux comme des affrontements entre des valeurs morales antagonistes. Les regrets maintes fois exprimés à propos du prétendu « déclin des valeurs sociales » s'inscrivent dans le même état d'esprit. Récriminations qui sont d'ailleurs périmées dès le moment où elles sont émises. Les valeurs morales ne

se peuvent ni réanimer ni prescrire. Celui qui dispose d'un pouvoir suffisant peut bien donner un caractère normatif à ses propres valeurs. Le pouvoir politique peut introduire des normes, les faire sanctionner, et tenter ainsi de « produire » certaines attitudes sociales. Mais les valeurs ne se peuvent ni établir, ni fabriquer, ni démontrer. Elles ne sont pas impressionnables. Dans les sociétés démocratiques, elles ont cours tant qu'elles sont intégrées à l'existence et perdent leur validité lorsqu'elles n'ont plus de rapport avec l'existence. Rien au monde ne peut rendre leur qualité aux valeurs passées. Ici aussi, au-delà d'une rhétorique politique stérile, il faut reconnaître que la vie est plus forte que toute moralisation à son sujet.

Mais si l'on veut bien détacher le regard du passé et s'ouvrir à la nouveauté, l'on s'apercevra que le « déclin des valeurs » objet de tant de regrets contient en lui-même une valeur : l'aptitude au changement, la disposition à ne pas se servir sans cesse des mêmes rengaines mais à affronter les exigences du présent et de l'avenir. Dès lors, les « anciennes » valeurs ne sont nullement désuètes : elles sont des traditions qui nous accompagnent, des fondements sur lesquels nous construisons du neuf. « Rien de ce qui est passé ne disparaît », a dit le philosophe Georg Picht, et cela s'applique également aux valeurs sociales. Ce qui est vrai, c'est que les formes dans lesquelles se réalise et se manifeste présentement le passé évoluent.

Valeur ou vérité ?

Le concept de valeur est mal considéré en théologie. On lui reproche de renverser le message chrétien. La théologie réformée est même en un certain sens le prototype de la critique à l'encontre des valeurs. Car « la vérité fera de vous des hommes libres » (Jn 8, 32), et non pas les œuvres ni les valeurs. Ou comme le dit Paul avec une netteté insurpassable : « À cause de lui j'ai tout perdu et je considère tout cela comme ordures afin de gagner Christ. » (Phil 3, 8). La vérité divine échappe aux appréciations et aux jugements humains.

Elle est une « vérité sans valeur », selon le mot d'Eberhard Jüngel. De la grâce divine offerte gratuitement à l'homme, on ne saurait déduire aucune valeur morale. Le commandement d'amour du prochain établit une certaine relation entre les hommes sans postuler aucune valeur, quelle qu'elle soit. Imiter le Christ, ce n'est pas se conformer à des normes ou à des valeurs, mais uniquement à une certaine manière d'être le prochain d'autrui. La communion universelle de Dieu avec les hommes signifie justement la dissolution de toutes les valeurs établies par les hommes : « Il n'y a plus ni Juif, ni Grec ; il n'y a plus ni esclave ni homme libre ; il n'y a plus l'homme et la femme ; car tous, vous n'êtes qu'un en Jésus Christ. » (Gal 3, 28). Nous pouvons reprendre ici les conclusions d'Eberhard Jüngel : « L'expérience chrétienne de la vérité est la remise en question radicale du discours et de la réflexion sur les valeurs. (...) Ce ne sont pas des valeurs qui guident l'action des chrétiens, mais l'amour seul, né de la vérité, et qui n'a ou ne représente pas plus de valeur que la vérité. »* On y retrouve comme un écho du célèbre « *dilige et quod vis fac* » (aime et fais ce que tu veux) de saint Augustin, ou de l'invitation de Luther, dans *La liberté du chrétien*, à faire ce qui plaît à Dieu « librement, joyeusement et gratuitement », « par un acte spontané de charité ».

Il serait vain par conséquent de chercher dans la tradition une quelconque théologie, éthique ou théorie des « valeurs chrétiennes ». Une telle notion remplacerait par des convictions, des normes et des règles humaines le cadeau de la divine liberté à laquelle nous sommes invités par Jésus Christ. Imiter le Christ, c'est obéir à Dieu et non à des valeurs. L'universalité de l'Évangile est inconciliable avec le caractère particulier des valeurs humaines. Toute affirmation contraire reviendrait à réduire le message biblique à un traité de loi ou à un catalogue de normes.

Certes, ni la théologie, ni l'Église ne peuvent ignorer un fait incontestable : que l'homme est obligé d'établir des valeurs et de prendre des décisions en fonction de celles-ci. De par son rôle public, l'Église – qu'elle y prenne part ou non –

La gare d'Aarau vertueusement habillée.

besonnen

gerec

n'est pas au-delà du débat que mène la société sur les valeurs auxquelles elle entend se conformer. Mais un débat théologique et éthique sur les valeurs se renierait lui-même s'il occultait le fossé qui sépare la vérité de l'Évangile des valeurs de la société humaine. Il se pose alors la question de l'apport spécifique de la théologie et de l'Église à ce débat : comment concilier les réserves théologiques à l'encontre du concept de valeur et la reconnaissance de sa pertinence sociale ?

Des êtres humains en relation

L'apport théologique au débat sur les valeurs doit être doublement critique. Premièrement envers l'utilisation politique de certaines convictions érigées en valeurs, et deuxièmement envers la fonction sociopolitique du débat sur les valeurs. On observe depuis peu que certains discours politiques aiment à se référer aux « valeurs chrétiennes ». Mais un examen détaillé révèle la fonction véritable de cette rhétorique : il s'agit de faire des prétendues valeurs chrétiennes le fondement de la tradition occidentale pour les tourner contre les prétentions et les droits des personnes d'autre conviction et d'autre foi. Mais cette discrimination repose sur une quadruple erreur. Premièrement, la tradition biblique ne connaît pas de « valeurs chrétiennes ». Deuxièmement, les principes d'humanité et de reconnaissance de la dignité humaine, tels que nous les reconnaissons aujourd'hui, ne sont pas, pour l'essentiel, un héritage de traditions ecclésiastiques, l'histoire montrant qu'au contraire, cette reconnaissance n'a souvent été obtenue que de haute lutte face à la résistance de l'Église. Troisièmement, les États de droit démocratiques sont tenus à une neutralité philosophique qui oblige à suivre le principe de l'interdiction de la discrimination. Quatrièmement, c'est trahir l'Évangile que de vouloir utiliser le message chrétien à des fins de discrimination ou pour attiser des ressentiments à l'égard de personnes d'origine non chrétienne. Le message chrétien témoigne d'une action par laquelle Dieu crée une relation avec les êtres humains. Par conséquent, le seul critère à

l'aune duquel l'Église appréciera les valeurs sociales est de savoir si celles-ci permettent et favorisent la relation des êtres humains à Dieu et les relations des êtres humains entre eux. Et cette exigence s'applique indépendamment de toute culture, conception du monde ou religion dont on pourrait se réclamer pour imposer des valeurs.

Les vertus cardinales affichées dans la gare d'Aarau se réfèrent à une conception antique qui en faisait l'expression d'un accomplissement personnel : la force virile (*virtu*, latin *virtus*, a été formé d'après *vir*, l'homme) et la maîtrise de soi. Mais il n'y est pas question d'une ligne de conduite dans la relation à autrui. En cela, les vertus antiques se distinguent fondamentalement d'un discours sur les valeurs qui prétend s'en servir pour exclure les convictions d'autrui et exercer une domination sur les personnes ayant d'autres convictions et une autre foi.

Les vertus antiques ont aussi leur place dans la Bible (voir 2 P 1, 5-7). Toutefois, l'accent n'est pas mis ici sur l'accomplissement personnel de l'être humain, mais sur l'amour et sur l'action rédemptrice de Dieu, qui rend l'homme capable d'une existence en tant que prochain à l'égard d'autrui. Peut-être la célèbre phrase de Paul paraît-elle aujourd'hui trop vieille pour mériter une mention dans le débat sur les valeurs ou pour accéder au rang d'œuvre d'art à afficher sur les façades d'un édifice. Mais elle n'en demeure pas moins le message qui engage l'Église, son « identité visuelle » : « Maintenant donc ces trois-là demeurent, la foi, l'espérance et l'amour, mais l'amour est le plus grand. » (1 Co 13, 13).

* Citation extraite d'Eberhard Jüngel : « Wertlose Wahrheit. Christliche Wahrheitsauffassung im Streit gegen die 'Tyrannei der Werte' », dans : Carl Schmitt et al., *Die Tyrannei der Werte*, Hamburg 1979, p. 45-75.

Frank Mathwig est chargé d'éthique.

Une révolution tranquille

La mutation des valeurs sociales en Occident

Au son de la musique rock, les valeurs de notre société ont changé depuis les années soixante. Les sciences sociales ont pour tâche de nous expliquer le pourquoi et le comment de cette évolution.

Monica Jeggli

Ils ne sont pas peu nombreux ceux qui s'inquiètent de l'évolution de notre société. Qui croient à l'effet corrupteur du bien-être. Qui dénoncent l'avidité, le matérialisme, le goût de la jouissance effrénée, l'esbroufe des plaisirs faciles, l'oisiveté dans le confort de l'État social, et voient dans l'abandon de valeurs communes de la société le principal problème de notre pays. Sans exiger explicitement le retour à des valeurs traditionnelles telles que l'obéissance, le sens du devoir et l'application au travail, c'est bien dans ce registre que se situent ces critiques.

La nostalgie d'hier et l'inévitable lendemain

Les effets de l'individualisme croissant et de l'éclatement des valeurs sont perçus négativement, ce qui suscite la nostalgie d'une société qui n'était pas encore marquée par la pression du rendement, la froideur des relations, l'égoïsme et le manque de respect, dans laquelle les relations étaient tissées pour la vie et où les familles étaient intactes.

Le seul problème, c'est de savoir si cette société a jamais vraiment existé. Ce climat d'obéissance au devoir et de refrenement de soi permettait-il un véritable épanouissement ? Les qualités d'humanité étaient-elles vraiment si considérées ? L'exemple des enfants placés, privés de toute affection, astreints à travailler à la ferme sans salaire, souvent maltraités, doit faire réfléchir. Ou le fait que les divorces aient été le plus souvent demandés par les femmes autorise à penser que ce sont elles qui ont fait les frais de la prétendue stabilité de la famille.

Il ne fait pas de doute que dans le domaine des valeurs sociales, une mutation s'est produite, et qu'elle a touché toutes les sociétés les plus avancées des pays industrialisés. Le sociologue allemand Helmut Klages a décelé un tournant décisif entre 1967 et 1972. En 1967 par exemple, 81 pour cent des personnes de moins de trente ans étaient d'avis que les enfants doivent apprendre à la maison la politesse et les bonnes manières, alors que la proportion n'était plus que de cinquante pour cent en 1972. Un quart des jeunes femmes, en 1967, trouvaient normal de vivre avec un homme sans être mariée avec lui ; cinq ans plus tard, c'était l'avis de trois fois plus de femmes (76 pour cent). Une révolution tranquille, pour reprendre l'expression de Ronald Ingelhart, le pionnier de la recherche sur les valeurs sociales.

Cette mutation, étant indissociablement liée au progrès technique, économique et social, était inéluctable. Le passage de la société industrielle à la société des services, l'élévation du niveau de formation et de bien-être matériel, l'accroissement de la mobilité, la sécularisation, la diffusion des mass médias (la télévision surtout) sont des phénomènes irréversibles qui ne pouvaient pas ne pas laisser leur empreinte sur la population.

Une illustration graphique de la mutation des valeurs sociales

Cette évolution, qui intéresse les sociologues depuis longtemps déjà, a été particulièrement bien observée en Allemagne. Pour la Suisse en revanche, il n'existe pratiquement de données que dans le cadre du « World Value Survey », qui résume et compare de nombreuses études nationales.

De l'avis de Ronald Ingelhart, qui est à l'origine de cette étude au niveau mondial, la mutation consiste en un passage du matérialisme au post-matérialisme. Les *besoins matériels* comprennent, outre ceux qui servent aux fonctions physiologiques, la stabilité économique, la croissance, la tranquillité et l'ordre au sein de l'État et de la société, et des forces armées performantes. Les *besoins post-matériels* concernent principalement le domaine social et la réalisation de la personnalité. Cela comprend les besoins intellectuels, créatifs, esthétiques et contemplatifs, le sentiment d'appartenance, le droit à la parole dans l'État et dans la société, la liberté d'expression et la protection de la nature.

L'autorité, dans ses manifestations traditionnelles, a perdu de son pouvoir normatif. Cette perte affecte aussi bien les Églises que les institutions politiques, professionnelles, scientifiques ou autres. Cela ne signifie pas pour autant que l'autorité soit tombée en désuétude ; mais aujourd'hui, chaque autorité doit être légitimée. En matière d'éducation, certaines valeurs comme l'obéissance absolue, l'ordre et la discipline sont déclassées. Dans le couple, l'homme est déchu de sa position dominante et de ses obligations de chef de famille, et l'institution du mariage perd son caractère de lien pour la vie. Au travail, le rendement n'est plus automatiquement reconnu comme une obligation morale. La docilité, le conformisme et le respect du devoir cèdent la place à l'épanouissement et à l'affirmation de soi. Une affirmation de soi qui toutefois reste confiné dans le cadre de la communauté sociale, comme le souligne la sociologue suisse Ruth Meyer Schweizer.

Le graphique de la page suivante met cette évolution en évidence par l'opposition entre autorité traditionnelle et autorité séculière et rationnelle d'une part, et valeurs matérielles de subsistance et valeurs de développement personnel d'autre part. On peut ainsi comparer l'évolution en Suisse et en Allemagne. La mutation est beaucoup plus radicale en Allemagne qu'en Suisse ; on observe que les Suisses sont un peu plus individualistes que les Allemands, mais aussi un peu plus conservateurs.

Cinq types de valeurs morales

Helmut Klages, perfectionnant le modèle de Ronald Inghart, a défini cinq types de valeurs morales et mesuré leur importance relative dans l'ensemble de la société allemande (données de 1999).

1. **Traditionalistes** : personnes attachées à ce qui a fait ses preuves, peu enclines à l'indépendance et à la prise de risques (18%).
2. **Hédonistes et matérialistes** : personnes souples mais que leur adhésion au principe du plaisir et la chasse aux gains faciles font parfois jouer avec les limites de la légalité et de ce qui est socialement acceptable (15%).
3. **Idéalistes** : personnes favorables au progrès mais que leur attachement à des idéaux expose facilement à la frustration (17%).

4. **Résignés sans perspectives** : ce sont les perdants de la mutation sociale, qui réagissent par le repli, la passivité et l'apathie (16%).

5. **Réalistes actifs** : le groupe le plus nombreux, découvert par Klages ; ces personnes estiment aussi bien les valeurs « modernes » que les valeurs « traditionnelles » (34%).

L'avenir, selon Klages, appartient aux réalistes actifs. La synthèse qu'ils opèrent les rend « éminemment aptes à la modernisation ». Ils sont en mesure de réagir de manière pragmatique aux problèmes les plus divers qui peuvent surgir, sont intéressés au succès, déploient beaucoup d'activité et assument des responsabilités pour eux-mêmes et pour leurs actes. Ils ont à l'égard des institutions une attitude empreinte d'estime et de sens critique constructif. Klages leur reconnaît en outre un bon niveau d'autodiscipline, des compétences sociales et de l'aisance à communiquer, enfin une bonne maîtrise des conflits et une capacité à s'imposer. Toutes ces qualités leur permettent de se mouvoir relativement sûrement et en fonction des buts qu'ils se sont fixés dans une société marquée par une rapide mutation.

Synthèse de valeurs et responsabilité individuelle

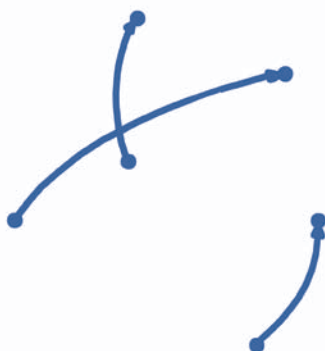
Toujours selon Klages, le rapport entre le nombre des « réalistes actifs » et celui des « matérialistes hédonistes » est un

Au seuil d'une nouvelle ère, l'équipe des catéchumènes de la pasteure Katharina Frey (à droite) à Kirchberg en 1965.



Mutation des valeurs sociales dans quarante sociétés (World Value Survey)

autorité traditionnelle vs. autorité séculière et rationnelle



Graphique tiré de Ronald Inglehart/
Wayne E. Baker : *Modernization,
Cultural Change, and the Persis-
tence of Traditional Values*, in :
American Sociological Review,
65, 2000, p. 40.

subsistance vs. développement personnel

critère déterminant de l'évolution sociale. Au milieu des années nonante, lorsque sont apparues les notions de « société des loisirs » ou de « société d'arrivistes », c'était effectivement le groupe des « hédonistes » qui enregistrerait la plus forte croissance. Mais depuis lors, il a été dépassé par les « réalistes ». C'est ce qui amène le sociologue à conclure que la mutation dans le système de valeurs prend d'elle-même la bonne direction. La sociologue allemande Elisabeth Noelle-Neumann constate également que pour les Allemands, le travail est redevenu important, mais qu'en même temps, il n'y a plus de contradiction insurmontable à avoir un rapport positif à la fois au travail et aux plaisirs de la vie. « Les Allemands sont devenus plus détendus » : tel est l'observation faite par John Kornblum, ambassadeur des États-Unis depuis longtemps en poste en Allemagne.

Selon Helmut Klages, le « réalisme actif » est favorisé par certaines conditions de socialisation et d'épanouissement personnel. Ces conditions ne s'offrent cependant qu'à une minorité de gens. Mais malgré cela, il est possible d'acquérir la faculté de synthèse des valeurs en se confrontant aux opportunités et aux exigences des « rôles à responsabilité » dans la société. Le sociologue demande donc qu'autant de gens que possible, indépendamment de leur position hiérarchique, puissent avoir une sphère de responsabilité. Car en dépit de tous les discours sur la responsabilité individuelle, la marge de manœuvre des employés est le plus souvent fortement limitée par la hiérarchie.

Quelles conséquences pour les Églises ?

Les Églises, selon le sociologue zurichois Hans Geser, ont pour caractéristique de chercher à concilier les contraires. Elles veulent d'une part conserver des traditions et diffuser des vérités sans équivoque, et d'autre part elles constatent la nécessité de s'ouvrir aux évolutions culturelles et sociales de notre temps. Elles s'efforcent d'adjoindre le nouveau à l'ancien sans éliminer l'ancien. C'est ce qui les distingue à la fois de toutes les organisations attachées à la préservation de la tradition, comme les mouvements fondamentalistes, et des systèmes économiques, scientifiques et politiques exposés à une pression permanente qui les oblige à s'adapter.

La conclusion s'impose d'elle-même : les Églises sont les mieux qualifiées pour aider les gens à associer valeurs traditionnelles et valeurs nouvelles. Mais il ne suffit pas de mettre du vin nouveau dans de vieilles outres. L'ancien doit être sans cesse remis en question pour permettre une fusion prometteuse avec le nouveau. Et il convient aussi de préserver une distance critique à l'égard d'une certaine image idéale de l'être humain. La société n'a pas seulement besoin de gens pragmatiques, mais aussi d'idéalistes et de gens qui cultivent les traditions. L'homme ne doit pas devenir une créature mise en mouvement par les seules contraintes matérielles ni se laisser réduire à l'état de fonction économique. Être une Église pour les hommes, signifie donc aussi nourrir une âme apte à la résistance, une âme qui ne se laisse pas exploiter économiquement.

De la Bratwurst et autres avantages stratégiques

La FEPS au « Deutscher Evangelischer Kirchentag » à Cologne

Pour la première fois, la FEPS était présente à la plus grande rencontre ecclésiale pour laïcs d'Allemagne. Quelques impressions.

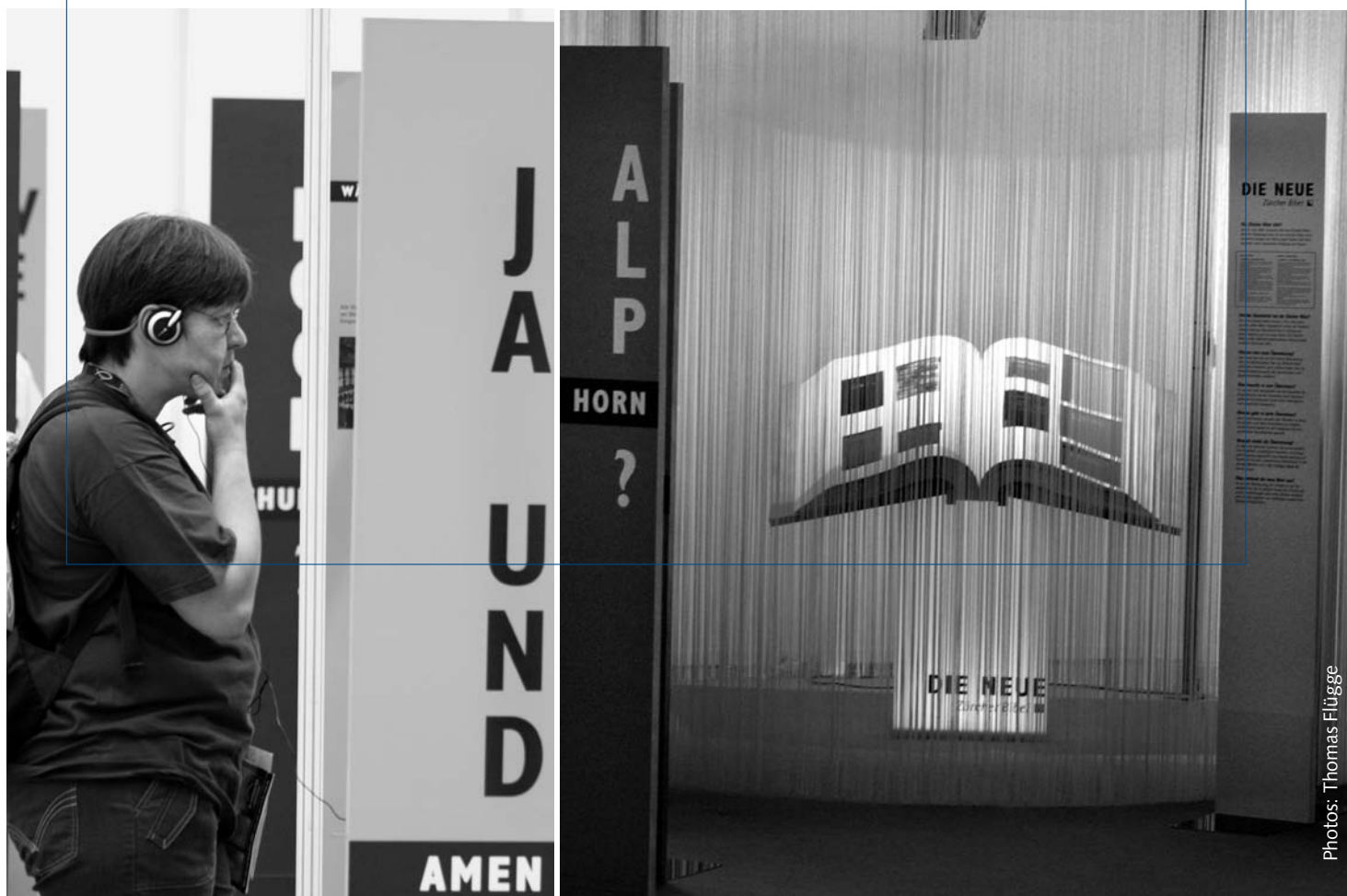
Thomas Flügge

Les Allemands ont un avantage. Ils connaissent leur *Kirchentag*. Ils augmentent ainsi les chances d'atteindre les objectifs qu'ils se sont eux-mêmes fixés. Même si l'objectif consiste simplement à faire une pause de midi.

Durant quatre jours, la ville de Cologne a accueilli le « Deutscher Evangelischer Kirchentag », la plus grande rencontre laïque protestante d'Europe, organisée pour la trente-et-unième

fois, et qui a fait affluer plus d'un million de personnes. À cette occasion, les protestants de la base peuvent côtoyer les dirigeants ecclésiastiques et politiques du pays. On y chante ensemble, mais on y trouve aussi des tables rondes sur des sujets pointus comme le petit crédit, par exemple. Durant quelques jours, chacun est l'égal de tous. Même le président de la République fédérale, que l'on peut voir ici ou là, lui aussi muni de l'écharpe portée comme signe distinctif par les participants. Car le *Kirchentag* est devenu une manifestation de masse.

L'exposition interactive au stand de la FEPS a aussi été l'occasion de présenter la nouvelle traduction de la Bible de Zurich.



Ce sont plus d'un million de personnes qui veulent prendre le métro, trouver les halles où se déroulent les manifestations, emporter autant de dépliants, d'écharpes et de stylos que possible, et surtout vivre cette rencontre en communion. Plus facile à dire qu'à faire. La brochure du programme est assez épaisse : six cents pages. On risque de perdre la vue d'ensemble, et il n'est guère indiqué, par exemple, de venir dix minutes à l'avance seulement à la halle où la chancellerie fédérale prendra pour la première fois la parole publiquement après le sommet du G8. On demande aussi un peu de compréhension pour la pantomime des auxiliaires chargés de canaliser les flux de visiteurs et de leur interdire l'accès là où il n'y a plus de place. On aura alors été bien inspiré d'emporter avec soi son panier à pique-nique.

Parmi toutes ces couleurs, on a pu voir aussi la vingtaine de personnes composant la délégation de la Fédération des Églises protestantes de Suisse. Pour certains d'entre eux, la participation au *Kirchentag* était une première. Mais la préparation avait été soignée, notamment au stand monté à l'invitation de l'Église protestante de Rhénanie. La « Bible de Zurich », nouvelle traduction fraîchement sortie de presse, a été présentée à cette occasion, à côté des dernières publications de la FEPS.

Mais le site de la FEPS avait pour principal attrait dix-huit panneaux invitant les visiteurs à un jeu de questions et réponses. Beaucoup ignoraient l'importance des saucisses de Zurich dans l'histoire de la Réforme en Suisse, lesdites saucisses ayant été consommées en signe ostentatoire de mépris envers les règles de jeûne du Carême. Les visiteurs réformés ont pu se réjouir à la vue du panneau intitulé « Une citadelle réformée ». Une image qui n'a rien d'excessif si l'on se rappelle que nonante-six pour cent des protestants suisses sont réformés, alors qu'en Allemagne, les réformés ne représentent que huit pour cent des protestants et qu'ils sont dispersés dans des petites communautés minoritaires.

Les Églises suisses ont offert à Cologne une présentation passionnante et de haut niveau. Presque trop en comparaison avec une manifestation essentiellement issue de la base. Mais une petite attraction quasiment incontournable a rééquilibré les niveaux : une production d'un trio de cor des Alpes, avec distribution de chocolat suisse. Parce que c'est là que réside l'avantage des Suisses : ils connaissent leurs voisins.

Thomas Flügge est chargé des relations publiques.



L'Évangile ou la force d'une norme

Le « Deutscher Evangelischer Kirchentag » tenu récemment à Cologne a été pour moi l'occasion de réfléchir aux multiples significations de la notion de « norme », si couramment utilisée. Il y avait là des milliers, des centaines de milliers de personnes dont la présence même était une proclamation. Avec pour signe distinctif une écharpe orange. Mais quel est le contenu de cette déclaration, quel est son effet ? Une norme, c'est une ligne directrice qui indique la voie à suivre. La voie à suivre, c'est l'Évangile, base commune de pensée, d'action et de prière dans nos sociétés marquées par la mondialisation. Mais comment comprendre cette communauté, cette communion à l'horizon de l'Évangile ?

Très simplement. Une femme s'est assise près de moi, alors qu'il y avait encore quantité de tables libres sur la place. Je n'aurais jamais osé le faire ! Elle portait l'écharpe orange, comme moi. « Je vous ai reconnue », m'a-t-elle dit, « et maintenant, j'aimerais faire votre connaissance ». Une jeune femme m'a confié son bébé : « Veuillez me le garder un instant, j'ai quelque chose à régler ». J'ai tenu l'enfant dans mes bras et ressenti une confiance. Cette confiance était perceptible, visible durant la rencontre du Kirchentag et dans toute cette masse humaine fraternellement réunie. Des gens de confessions, d'ethnies et de cultures diverses, qui tous se réclament du fondement commun de l'Évangile, fondement qu'ils définissent, interprètent et vivent sans doute de manière différente les uns des autres, mais dans lequel ils voient tous la vérité chrétienne révélée par leur foi. Peut-être suffit-il d'une écharpe orange à deux euros pour nous reconnaître, nous faire confiance, nous apprécier et nous aimer comme le Christ nous l'a enseigné. Peut-être suffit-il d'un signe distinctif, d'une écharpe, pour que nous reconnaissions que chacun est notre prochain et que chacun a été élu : « Je t'ai appelé par ton nom : tu es à moi. »

Silvia Pfeiffer est membre du Conseil de la FEPS.

Le COE en mutation

À propos de la participation de la FEPS au Conseil œcuménique des Églises (COE)

L'Assemblée générale du COE ayant adopté l'année dernière à Porto Alegre ses lignes directrices pour la période allant jusqu'à 2013, le Conseil de la FEPS présente lui aussi son programme de travail. On y reconnaît la marque des changements qu'a connus récemment le mouvement œcuménique.

Monica Jeggli

À la fin, il y a le commencement. Le programme de travail de la FEPS se situe en effet au terme d'un long processus dont les débuts remontent déjà avant l'assemblée générale du COE à Porto Alegre, au Brésil, en 2006. La délégation s'était soigneusement préparée durant plusieurs mois, de sorte qu'elle a pu faire valoir son point de vue dans le comité pour les lignes directrices du programme, chargé de suivre et de résumer les débats de l'Assemblée. Le programme de travail approuvé par la FEPS se fonde sur les lignes directrices décidées au Brésil.

Les deux poumons du COE

Longtemps, l'activité du COE s'est principalement exercée dans le domaine de l'éthique sociale. Serge Fornerod, directeur du département Églises en Relation, parle à ce propos des deux poumons du COE. Le premier poumon, c'est le but, déclaré dès la fondation du COE, de l'unité visible des Églises, le rapprochement des familles confessionnelles. Le deuxième poumon, c'est l'unité par l'action, une action commune porteuse de réconciliation pour le monde. C'est le volet du COE tourné vers l'éthique sociale, domaine dans lequel une collaboration avec l'Église catholique romaine est possible. Ce « poumon éthique » a pris de l'importance au

cours des trente dernières années, et cette évolution est aussi le reflet du mode de financement du COE, dont le budget est alimenté à raison des trois quarts par des œuvres d'entraide. Ces fonds ont principalement servi à des programmes de développement politique ou de médiation (pour la paix au Proche-Orient, par exemple), à soutenir l'égalité entre les sexes ou les droits des peuples indigènes. L'action concrète du COE revêt une importance toute particulière pour les Églises des pays du Sud, dont les effectifs vont croissant. Beaucoup de ces chrétiens souffrent en effet de l'injustice sociale, de la pauvreté et de la violence.

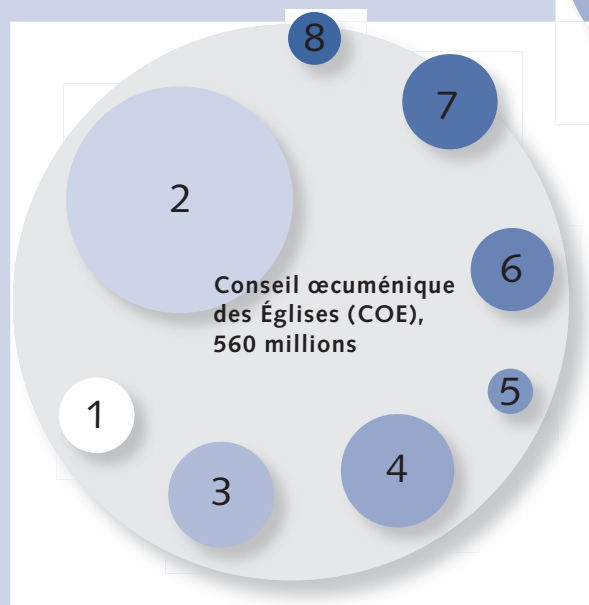
Unité et responsabilité sociale

L'éthique sociale restera une composante importante de l'action du COE, de même que dans l'engagement de la FEPS. Il y a eu le document « Globalance », de l'Institut de Théologie et d'Éthique (ITE), pour une autre forme de mondialisation, et le COE a manifesté un grand intérêt pour l'étude théologique de la FEPS sur les droits de l'homme. L'ITE participe en outre au programme « Pauvreté, richesse et environnement » du COE. Enfin, les thèmes de l'eau et du climat font l'objet d'échanges réguliers.

Dans le rapport de la délégation de la FEPS à Porto Alegre, Thomas Wipf a noté le renforcement de la volonté de parvenir à l'unité de l'Église. Depuis la crise de 1968, l'Église

Le COE et ses familles confessionnelles

Église catholique romaine,
1,1 milliard



Alliance évangélique
mondiale,
380 millions

Églises pentecôtistes,
78 millions

1 Églises orthodoxes orientales
(Église copte orthodoxe, Église
syriaque orthodoxe, Église
apostolique arménienne, etc.),
65 millions

2 Églises orthodoxes byzantines
(Église orthodoxe russe, Église
orthodoxe grecque, etc.)
228 millions

3 Églises unies et en voie d'union,
80 millions

4 Anglicanisme ou Communion
anglicane, 85 millions

5 Conseil Méthodiste Mondial,
40 millions

6 Fédération luthérienne mondiale
(FLM), 66 millions

7 Alliance Réformée Mondiale
(ARM), 76 millions

8 Alliance baptiste mondiale,
35 millions

Remarque : La présentation ci-dessus n'est pas exhaustive. Certaines Églises sont membres de plusieurs organisations et certaines Églises membres d'une alliance ou d'une fédération ne sont pas membres du COE. Les groupes confessionnels à l'intérieur du cercle du COE sont représentés à 84 pour cent au moins. Les baptistes y sont représentés à 61 pour cent et les réformés à 66 pour cent.

Source : World Council of Churches : A Handbook of Churches and Councils. Profiles of Ecumenical Relationships, Genève 2006, p. 81.

s'est ouverte au monde. L'unité de l'Église a été perçue comme l'unité des êtres humains. Il en est résulté une grande diversité de courants à l'intérieur du mouvement œcuménique. L'important n'était plus désormais de constituer une identité commune forte, mais d'intégrer autant de gens que possible. La dynamique de l'œcuménisme international sort de plusieurs transformations qui nécessitent un changement dans la manière de penser.

Les rapports avec l'orthodoxie

Les critiques les plus appuyées à l'encontre du mouvement œcuménique sont venues après la fin de la Guerre froide de la part des Églises orthodoxes. Sorties de la quasi-clandestinité où les avaient reléguées les régimes communistes,

les Églises d'Europe orientale n'avaient plus besoin du COE comme d'un relais vers le monde. Elles ont donc pu se concentrer davantage sur leur propre identité. Elles considéraient également le mouvement œcuménique comme discrédité, premièrement parce que les régimes communistes, pensant pouvoir mieux maîtriser une Église unie, l'avaient favorisé, et deuxièmement parce le KGB avait infiltré le Comité central du COE. Mais l'opposition était aussi de nature théologique, les orthodoxes ne faisant pas mystère de leurs réserves quant à la position protestante libérale dominante au sein du COE dans des questions telles que la consécration des femmes ou l'homosexualité. Au tournant du millénaire, ces tensions ont amené à des menaces de démission.

Sept ans plus tard, les rapports avec les Églises orthodoxes se sont détendus. Les modifications introduites dans les mécanismes de décision – désormais consensuels et non plus simplement majoritaires – leur ont donné plus de poids dans l'institution. De tout temps, les orthodoxes avaient accordé plus d'importance à la question de l'unité qu'à l'éthique sociale. Sur ce point-là également, il y a eu rapprochement, favorisé par la brusque apparition des inégalités sociales à la suite de l'effondrement du communisme en Russie et en Europe orientale. Grâce à l'action du patriarche de Constantinople, le thème de la sauvegarde de la Création commence à être débattu en Orient.

Un travail théologique de fond

Mais parallèlement à ce rapprochement, le COE entend poursuivre l'examen dogmatique des diverses positions. À cet effet a été créée une « plateforme mondiale d'analyse théologique », à laquelle la FEPS sera aussi associée. Ce forum réunit un large éventail de personnes venant des milieux des Églises, de la théologie, de l'éthique et de la sociologie pour analyser des problèmes fondamentaux dans tous les domaines de la vie ecclésiale et des relations œcuméniques, et réfléchir en commun à des solutions.

Le COE a également l'intention de lancer des débats théologiques pour se rapprocher de son objectif d'unité visible de l'Église. Une étape sur cette voie pourrait être la recon-

naissance mutuelle du baptême. Mais le Conseil de la FEPS est d'avis qu'avec cette reconnaissance, on est encore loin d'avoir épuisé toutes les possibilités. Il entend donc produire un document sur le baptême et contribuer au débat sur les ministères. Mais il souhaite également que le modèle protestant de l'« unité dans la diversité réconciliée » fasse l'objet de plus de considération. Il entend par là un modèle qui ne vise pas à l'« unité visible » de l'Église par des structures et des hiérarchies communes, comme le conçoit l'Église catholique romaine, mais à une « communion visible » par l'attention au message de l'Évangile et le témoignage et le service communs des Églises, une communion qui prenne en compte et accueille la diversité telle qu'elle existe réellement. La récente élection de la pasteure Isabelle Noth dans la commission « Foi et Constitution » facilitera le lien avec la FEPS. Cette commission est d'ailleurs le seul organe du COE auquel soient associés des représentants de l'Église catholique romaine.

Le COE est sorti renforcé de Porto Alegre. Ses structures ont été adaptées en fonction de la diminution des ressources financières, la crise financière est passée, le risque de sécession des orthodoxes conjuré pour l'instant. En créant le Forum chrétien mondial (voir encadré), le COE a voulu se doter d'un moyen d'associer également au dialogue les catholiques romains d'une part, et de l'autre les Églises charismatiques et pentecôtistes. Le travail peut commencer.

Le Forum chrétien mondial : un nouveau lieu d'échange pour l'œcuménisme

Considérant l'impossibilité d'intégrer l'Église catholique romaine et la forte croissance des Églises charismatiques et pentecôtistes depuis quelques dizaines d'années, le COE, fondé en 1948, recherche de nouvelles voies pour l'œcuménisme. Le Forum chrétien mondial a été conçu comme un lieu de rencontre et de débat pour des représentants de toutes les communautés chrétiennes. Il ne deviendra pas pour autant une organisation chrétienne internationale avec des adhérents dûment

enregistrés, mais restera un regroupement peu formel. La structure est donc réduite au minimum, à savoir un petit secrétariat près de Genève. Des rencontres en petits groupes ont lieu depuis 1998 afin de préparer des forums périodiques. La rencontre de novembre prochain à Nairobi aura pour but d'instituer officiellement les forums.

La capacité financière exige la responsabilité

Enquête sur les caisses de pension des Églises

Que font les Églises protestantes suisses des cotisations de leurs employés ? Les placent-elles conformément à des critères éthiques ? Ont-elles conscience de leur responsabilité d'actionnaire ? Telles sont les questions qui ont guidé une enquête menée auprès des responsables des finances des Églises.

Hella Hoppe

Depuis plusieurs années, le thème des Églises comme acteurs économiques est à l'ordre du jour des conférences ecclésiastiques internationales. Les Églises des pays du Sud ont saisi cette occasion d'exprimer des attentes claires à l'égard de leurs homologues du Nord, leur demandant en particulier de conformer leurs investissements et leurs placements à des critères de responsabilité écologique et sociale. Les fonds des caisses de pension des Églises, en particulier, représentent un volume d'investissements et de placements considérable. Une enquête menée auprès des Églises membres de la FEPS et des œuvres et organisations missionnaires a permis d'y voir plus clair dans une réalité très hétérogène. Les résultats peuvent se résumer ainsi :

Montants déposés dans les caisses de pension des Églises : les montants actuellement déposés dans des caisses de pension pour le personnel des Églises protestantes en Suisse totalisent environ 900 millions de francs. Si l'on ajoute à cette somme les montants des caisses de pension des pasteurs et des employés des paroisses, on arrive à un total, selon une estimation prudente, de 1,2 à 1,5 milliard de francs, correspondant à l'ensemble de l'argent placé dans les caisses de pension du personnel ecclésial protestant en Suisse.

Rattachement aux caisses de pension cantonales : les Églises qui se sont affiliées aux caisses de pension cantonales paraissent jouir d'une plus grande sécurité de placement que celles qui ont leur propre caisse de pension, indépendamment de l'avantage d'être déchargées du travail administratif.

Possibilité de prendre part aux décisions : les Églises ont la possibilité, par les commissions de surveillance et les assemblées de délégués, de s'associer aux décisions sur les investissements des caisses de pension cantonales en proportion des montants qu'elles y ont placés. Mais même les caisses des grandes Églises cantonales qui se sont affiliées à la caisse du canton n'ont qu'une influence minime, voire nulle, tant leur part est restreinte dans la masse de la caisse de pension cantonale.

Taux de couverture : le taux de couverture des caisses de pension des Églises est indépendant de la taille de la caisse et de critères de placement éthiques. Les taux ne sont cependant pas exactement comparables d'une caisse à l'autre.

Placement ecclésiastique type : la multiplicité des choix faits par les Églises cantonales et l'affiliation aux caisses cantonales empêchent de définir des placements ecclésiastiques types pour les gros montants.

Investissements répondant à des critères éthiques : un quart seulement des institutions investissent une partie du capital conformément à des critères de durabilité et d'équité sociale. Mais un peu plus de la moitié connaissent des organisations spécialisées dans les investissements répondant à des critères éthiques.

L'enquête révèle que les Églises protestantes de Suisse n'ont pas encore épuisé toutes les possibilités dont elles disposent pour placer leurs fonds de retraite en fonction de critères de responsabilité écologique et sociale. Divers scénarios sont actuellement à l'étude pour progresser dans cette direction : a) autres recensements statistiques ; b) discussion approfondie sur la politique de placement à long terme des Églises ; c) nouvelles formes de placement (notamment création d'un fonds commun de placement pour les Églises) ; d) conférence des responsables des caisses de pension des Églises ; e) débat sur l'opportunité d'instituer un réseau européen des caisses de pension des Églises ; f) travail de communication plus soutenu auprès du public.

Les raisons de cette enquête : l'enquête a été menée dans le cadre des sept projets de mise en œuvre de « Globalance. Perspectives chrétiennes pour la mondialisation économique ». Le projet « Fonds de placement éthiques et responsabilité des actionnaires dans les caisses de pension des Églises » est mené conjointement par la FEPS, le Service Église et économie de l'Église évangélique réformée du canton de Zurich et le Centre protestant de réunion et d'étude de Boldern.

Hella Hoppe est chargée d'économie.

L'Église ouvre ses portes aux personnes vivant seules

Conférence de diaconie du 22 mai 2007

Le thème sur lequel s'est penchée la conférence de diaconie – « L'Église et les personnes vivant seules » – est à la fois d'actualité et d'importance pour l'Église. L'exposé d'Eric Widmer, professeur de sociologie à Lausanne, et le témoignage de plusieurs femmes vivant seules ont montré que l'Église souhaite accorder plus d'attention à ce groupe social.

Pour les familles l'offre de l'Église est multiple et variée.

Nathalie Dürmüller

« Les personnes vivant seules ne sont ni plus égoïstes ni moins heureuses que les personnes vivant en famille. » Dans l'exposé qu'il a présenté à la conférence de diaconie, Eric Widmer a réglé leur sort aux préjugés qui ont cours à propos des personnes vivant seules. Il a aussi rappelé que cette catégorie ne comprend pas seulement des gens dans la vingtaine ou la trentaine, comme on a facilement tendance à le croire. En réalité, la plupart des gens connaissent une ou plusieurs phases de vie en solitaire, de sorte que l'on compte en Suisse trente pour cent de personnes vivant seules. Beaucoup sont des veufs ou des veuves retraités, que les sociologues rangent également dans cette catégorie.

Le nombre considérable de personnes concernées en Suisse doit inciter l'Église à s'interroger sur leurs besoins. Les paroisses proposent déjà une offre variée aux familles (culte pour la petite enfance et tous âges, rencontres de mères, garde d'enfants, etc.). Mais qu'ont-elles à proposer aux personnes vivant seules ? Cette question a servi de base à la définition de thèses qui ont été présentées à la fin de la conférence. Les participants ont été unanimes à admettre que, vu l'extrême diversité des besoins de cette catégorie de population, l'Église n'est ni tenue ni en mesure de lui proposer une offre spécifique. En revanche, il est important que l'Église accueille ces personnes et leur donne des moyens de créer de nouvelles offres en fonction de leurs besoins.

Le groupe de travail de la conférence de diaconie poursuivra sa réflexion sur le thème et formulera des propositions concrètes. Les possibilités de mise en œuvre pratique seront à l'ordre du jour de la réunion d'automne.

Nathalie Dürmüller est pasteure stagiaire à Ostermundigen et au Service de la communication de la FEPS.



Photo: epd-Bild

En plein cinéma

L'assemblée des délégués de la FEPS du 17 au 19 juin 2007

Invitée de l'Église de Bâle-Ville, l'Assemblée des délégués de la FEPS a accueilli pour oratrice Madame Christine Egerszegi-Obrist, présidente du Conseil national. Parmi les principaux thèmes discutés, les relations avec les communautés musulmanes et la position de la FEPS dans les débats publics.

Nathalie Dürmüller

Dimanche après-midi, à leur arrivée à l'hôtel de ville de Bâle, les délégués ont eu la surprise de se voir interdire l'accès par des agents de sécurité. Que l'on se rassure toutefois, il ne s'agissait nullement d'une alerte à la bombe, mais seulement de mesures prises pour permettre le tournage d'un film helvético-russe ayant pour décor la cour de ce magnifique édifice Renaissance. Exécutant scrupuleusement leur mission, les agents de sécurité ont donc retardé l'ouverture de l'assemblée, à laquelle finalement le président, Raymond Bassin, a pu malgré tout donner le coup d'envoi. Dans une allocution toute de finesse et d'élégance, le président de l'Église hôte, Lukas Kundert, a d'abord présenté la salle des débats.

Pour en finir avec le sentimentalisme multiculturel

Dans son traditionnel discours d'introduction, Thomas Wipf a mis en exergue plusieurs points concernant le dialogue interreligieux. Il ne s'est pas contenté de parler de liberté religieuse et de connaissance ou de compréhension mutuelles entre les communautés religieuses. Il a clairement exposé que le dialogue interreligieux est arrivé à un point critique. « Passé le stade du sentimentalisme multiculturel, ce sont des questions fondamentales qui se posent. » Il a donc invité les fédérations et associations islamiques à engager un dialogue sérieux et approfondi avec les Églises et les communautés juives. Mais ce dialogue n'est possible que si les représentants des fédérations islamiques sont disposés à « écouter nos questions et à tenir compte de nos exigences ». Autrement dit, pour qu'un dialogue sérieux puisse se poursuivre, il ne doit pas être à sens unique. Antoine Reymond, délégué de l'Église vaudoise, a pris la parole pour approuver expressément cette prise de position ferme. Le thème n'a par ailleurs pas fait l'objet d'un débat de l'Assemblée, mais a été discuté au sein de petits groupes durant les pauses et le souper.

Les propos sans ambiguïtés de la présidente du Conseil national

Les propos de la présidente du Conseil national ont révélé des préoccupations politiques allant dans le même sens. Dans son discours tenu lundi, Madame Christine Egerszegi-Obrist a mis l'accent sur la question de la liberté religieuse et de son importance pour notre État : « La liberté religieuse n'est pas absolue. Elle est limitée par les autres droits fondamentaux. (...) Nos valeurs fondamentales, qui s'appuient sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, ne sont pas

négociables et doivent être respectées par tous ceux qui souhaitent vivre dans notre pays. » L'oratrice a également abordé la question de la dignité des femmes et des filles, qu'un État démocratique comme le nôtre a le devoir de protéger.

Pour des positions protestantes claires

Lors du débat engagé à la suite de la motion des Églises du Nord-Ouest de la Suisse sur les déclarations politiques de la FEPS, Thomas Wipf a expliqué que le public attend de la FEPS qu'elle l'aide à se faire une opinion sur telle ou telle question, par des positions soigneusement argumentées mais qui soient aussi des positions protestantes claires. Cependant, a dit encore le président du Conseil, la recherche d'un équilibre entre des positions divergentes est l'affaire du débat public et politique, et non des Églises, qui ne représentent qu'une voix parmi beaucoup d'autres.

Les Églises membres de la FEPS ont assuré le Conseil de leur soutien sur cette question, même si le respect des divergences perceptibles entre les Églises cantonales tient de l'exercice d'équilibrisme. Une telle assemblée laisse néanmoins une impression d'unité. Ou, comme l'a dit une déléguée dans le tram qui la conduisait à la gare : « L'assemblée des délégués nous permet de placer notre travail paroissial dans le contexte plus large de l'Église, et ça, c'est une bonne chose. »

Nathalie Dürmüller est pasteure stagiaire à Ostermundigen et au Service de la communication de la FEPS.



Photo: Thomas Flügge

L'Assemblée des délégués

du 17 au 19 juin 2007 à Bâle

L'Assemblée des délégués

► prend connaissance de la réponse du Conseil au **postulat Reich/Strässler/Pestalozzi** concernant la commission pour les cas de rigueur. Dans sa réponse, le Conseil rend compte de son activité au cours des dernières années dans le domaine de l'asile et des sans-papiers.

► prend connaissance du rapport du Conseil relatif à la « **motion des Églises du Nord-Ouest de la Suisse sur les déclarations du Conseil de la FEPS** » et classe la motion. Le Conseil présente dans sa réponse les critères selon lesquels il s'exprime sur des questions politiques, et donne un aperçu de ses prises de position au cours des dernières années.

► prend connaissance de la réponse du Conseil à la motion du groupe de travail « Nouveau Règlement AD » concernant la révision de la **Constitution de la FEPS**. Elle oblige le Conseil à fractionner le projet « Révision de la constitution de la FEPS » en étapes et à solliciter au préalable pour chaque étape l'approbation de l'Assemblée des délégués.

– charge le Conseil de la FEPS de présenter dans une première étape, compte tenu des travaux prélimi-

naires déjà engagés, un rapport répondant notamment aux questions suivantes : Quelle est la vision du Conseil et des Églises membres sur l'importance ecclésiologique de la FEPS ? Quelles en sont les conséquences ecclésiologiques pour les Églises membres ? La FEPS pourrait-elle s'organiser selon d'autres formes juridiques ? Quelles seraient les conséquences juridiques pour les Églises membres ? Quels sont les arguments pour une révision complète et contre une révision partielle ? Le rapport doit être présenté pour consultation aux Églises membres.

– charge le Conseil de porter les coûts de cette étape aux budgets 2008 et 2009.

► adopte le **rapport annuel 2006**.

► adopte les **comptes 2006** et décide de prélever sur la fortune l'excédent de dépenses de CHF 39 870.18.

► prend connaissance des **objectifs de législation du Conseil** pour 2007 – 2010.

► prend connaissance du rapport relatif au projet **calvin09** pour le 500^e anniversaire de la naissance de Jean Calvin et décide de financer le projet par une contribution extraordinaire de CHF 120 000.–, une première moitié en 2008 et la seconde en 2009.

► prend connaissance du rapport oral du Conseil sur le « Financement solidaire des **services de conseil juridique pour les demandeurs d'asile** auprès des Centres d'enregistrement et de procédure de la Confédération ».

► décide de lever une contribution extraordinaire de CHF 220 000.– pour l'année 2008 afin de financer **l'aumônerie pour requérants d'asile** dans les Centres d'enregistrement et de procédure de la Confédération et dans les zones de transit des aéroports de Genève-Cointrin et Zurich-Kloten.

► décide d'organiser en 2008 une collecte avec cible fixée à CHF 290 000.– en faveur du **Fonds des Églises suisses à l'étranger**.

► décide d'organiser en 2008 une collecte avec cible fixée à CHF 60 000.– pour **l'Institut œcuménique de Bossey**.

► élit président du Conseil de fondation de l'Entraide Protestante Suisse (EPER) pour la période de fonction 2008 – 2011 le conseiller national **Claude Ruey**.

► prend connaissance du rapport annuel et des comptes 2006 de la **Fondation Entraide Protestante Suisse (EPER)**.

► décide que les Églises membres soutiendront à nouveau l'EPER en 2008 par des **contributions**. La somme cible **régulière** est fixée à CHF 2 396 245.–. La somme cible pour le Service des réfugiés est fixée à CHF 1 012 686.–.

► prend connaissance du rapport annuel et des comptes 2006 de la **Fondation Pain pour le prochain (PPP)**.

► approuve le rapport d'activité et les comptes 2006 de **fondia – Fondation pour la promotion de la diaconie communautaire** dans le cadre de la FEPS.

► décide les **lieux et dates** suivants pour l'année **2008** :
Assemblée des délégués d'été 2008 : 15 au 17 juin 2008 à Bellinzona
Assemblée des délégués d'automne 2008 : 3 et 4 novembre 2008 à Berne

Le secrétaire de l'Assemblée des délégués, Theo Schaad



Remettre sur pied et donner du large

Offrir une solide constitution à la FEPS

Il y a nécessité de réviser le cadre juridique des tâches et des compétences de la FEPS. En effet, parmi les activités de la FEPS, il en est beaucoup qui ne sont pas prévues par sa Constitution. Mais avant de commencer la rédaction, un débat est nécessaire. Il faudra pour cela une vision et de la créativité.

Peter Schmid

Le débat sur la nouvelle Constitution de la FEPS est ouvert. Lors de la révision partielle, qui a été une adaptation pragmatique aux conditions de notre temps, l'Assemblée des délégués et le Conseil ont relevé la nécessité d'une révision complète afin de pouvoir affronter résolument l'avenir. À la suite d'une motion, le Conseil a présenté cet été à l'Assemblée des délégués un plan de travail. La discussion parmi les délégués a révélé (encore) peu d'enthousiasme pour ce travail de fond.

Pour commencer par le commencement

Au commencement, il y a notre confiance, laquelle nous assure que la foi chrétienne, la foi protestante, non seulement a un avenir, mais qu'elle est une partie de l'avenir. Cette confiance nous rend sereins. La question du sens reste posée, et celui qui

veut y répondre sans référence à Dieu reste libre de le faire. Nous œuvrons pour tous les êtres humains qui sentent à quel point une existence avec un vis-à-vis que nous nommons Dieu est et reste créatrice de sens, parce que la croyance en la pure contingence nous paraît trop peu crédible. La réalité est souvent impitoyable, raison pour laquelle la « justification par la grâce seule » est encore une « bonne nouvelle ».

Un avenir au pluriel

Les structures de l'Église nationale protestante ont été fortement marquées par leur « modèle » politique. Mais il suffit de regarder l'Église évangélique méthodiste, membre de la FEPS, pour s'apercevoir que ce n'est pas la seule forme d'organisation possible. Son organisation territoriale ne s'arrête généralement pas aux frontières communales, cantonales ou nationales. À mon sens, l'avenir apportera une diversité d'accès aux messages chrétiens ; le pluriel est de mise ici, parce que dans une vie humaine, tout n'a pas constamment la même importance. À cette diversité de schémas de vie et de foi, il faut une diversité de structures. Mais le tout doit rester de dimension raisonnable, pouvoir être expliqué et organisé.

C'est à la FEPS d'honorer les promesses des autres

L'Institut de Théologie et d'Éthique (anciennement Institut d'éthique sociale) a été fondé en 1971 par décision de l'Assemblée des délégués. La Constitution n'en porte aucune trace. Or les autorités fédérales, nos Églises sœurs, les organisations des autres grandes religions attendent du Conseil de la FEPS des déclarations fermes dont il réponde. La FEPS entend être un partenaire solide de l'Alliance réformée mondiale, de la Communion d'Églises protestantes en Europe et de la Conférence des Églises européennes. De tout cela, l'actuelle Constitution de la FEPS ne dit pas un mot.

Une tâche qui exige les meilleurs, et non simplement des bonnes volontés

La révision d'une constitution n'est pas un acte administratif, c'est un acte créatif. Avant de solliciter un conseil juridique, nous devons savoir ce que nous voulons. Ce qu'il nous faut, c'est la participation de personnes créatives qui assument des responsabilités dans la société, l'économie, la culture et l'Église. Mais surtout pas d'accès de modestie par pure crainte ! Ce que j'espère pour mon Église, c'est qu'il la remette sur pied et lui donne du large (Ps 31.9).

Peter Schmid est membre du Conseil.



Discours du président du Conseil

Le discours d'ouverture du président du Conseil Thomas Wipf à l'Assemblée des délégués du 17 juin est désormais disponible sous forme de brochure.

« Dialogue avec les musulmans. Transparence et ouverture sont incontournables » dans la collection FEPS Impulsions peut être commandé au prix des frais d'envoi dans notre shop sous www.feps.ch ou par le courriel bestellungen@feps.ch.

Fédération des Églises protestantes de Suisse : Dialogue avec les musulmans. Transparence et ouverture sont incontournables, FEPS Impulsion 1, Berne juillet 2007. 10p.

Le Conseil

Séances d'avril à juillet 2007

Le Conseil

► a approuvé les **documents pour l'Assemblée** des délégués qui se réunira du 17 au 19 juin 2007 à Bâle.

► a pris connaissance en 1^{ère} lecture du texte « **Le baptême dans la perspective protestante**. Réflexions et recommandations du Conseil de la Fédération des Églises protestantes de Suisse SEK-FEPS » et chargé le Secrétariat de le réviser dans le sens de la discussion au Conseil. Le texte sera envoyé aux Églises membres pour consultation en 2^e lecture, et après adoption par le Conseil, soumis à l'Assemblée des délégués.

► a pris connaissance en première lecture du texte « **Vivre la mort**. Décisions en fin de vie selon la vision protestante » et chargé le Secrétariat de le réviser. Il s'agit là d'un résumé de l'étude « Aux frontières de la vie ».

► a approuvé le **projet d'un livre pour la célébration des 500 ans de la naissance de Calvin**. L'ouvrage présentera la vie et l'œuvre de Calvin et sa réception, ainsi que leur lien avec les circonstances historiques à Genève, en Suisse et dans le monde. Il s'agira en outre de se demander quelles impulsions Calvin et le calvinisme peuvent donner aujourd'hui à l'Église et à la société.

► a adopté avec les Églises sur place l'accord concernant le financement solidaire de **l'aumônerie pour requérants d'asile** dans les Centres d'enregistrement et de procédure (CEP) de la Confédération et charge le Secrétariat de conclure l'accord avec les Églises sur place. Il est prévu que la moitié des dépenses des Églises sur place continueront à être supportées en commun par les Églises membres de la FEPS (CHF 220 000 par an).

► a pris connaissance du rapport du groupe de projet Œuvres, qui, conformément à la motion de l'Assemblée des délégués, travaille à la **coopération future de l'EPER et de PPP**. Les conclusions du rapport doivent maintenant être discutées avec les conseils de fondation des deux œuvres.

► a pris connaissance du projet des œuvres évangéliques et catholiques « **0,7 % – Ensemble contre la pauvreté** ». Les œuvres prévoient, dans le cadre des Objectifs du millénaire de l'ONU, de récolter des signatures pour une **pétition** demandant que les contributions de la Suisse à l'aide au développement atteignent 0,7% du produit intérieur brut. Le Conseil a décidé de rédiger avec la Conférence des évêques suisses une lettre de recommandation aux Églises membres, qui sera jointe au document des œuvres.

► a adopté la planification de la rencontre d'une délégation de la FEPS avec les délégations de **DM – échange et mission et de mission 21**. Les organisations missionnaires avaient demandé au Conseil un entretien sur des questions fondamentales de coopération. Celle-ci se déroule depuis 2004 sur la base de l'accord-cadre et des contrats de prestations, avec l'appui de la Commission Église+Mission ainsi que – avec l'EPER et PPP – de la Commission des relations extérieures.

► a pris connaissance de l'état du projet « **EURO 08 – les Églises de la partie** » pour l'EURO de football 2008. Il a adopté les propositions du groupe national de coordination œcuménique. Celles-ci comportent entre autres un logo, la charte graphique ainsi que des projets œcuméniques (dont un culte d'ouverture à Bâle et un site Internet). Le Conseil a approuvé pour 2007 un crédit de projet de CHF 12 500.

► a pris connaissance du texte « Réponse à la procédure de consultation en vue du choix d'un **système d'imposition des couples mariés** » et chargé le Secrétariat de sa deuxième version. Il s'agit surtout d'examiner les diverses formes d'imposition selon des critères éthiques. La réponse à la consultation sera mise en ligne sur le site Internet www.feps.ch.

► a pris connaissance de la **réponse en cours de consultation « Simplification de la loi fédérale régissant la taxe sur la valeur ajoutée »**. La réponse sera déposée après révision selon le sens de la discussion du Conseil.

► a nommé Claude Cuendet, chancelier de l'Église Évangélique Réformée du Canton du Vaud (EERV), et le pasteur Markus Sahli représentants de la FEPS dans le **groupe de travail « Article sur les religions »** de la Communauté de travail des Églises chrétiennes en Suisse.

► a approuvé le rapport annuel et les comptes 2006 de la **Fondation suisse de la Réformation**.

► a approuvé le Règlement pour le **Fonds Huldrych Zwingli**. Ce Fonds a été alimenté par le produit de la vente du Centre Zwingli à Wildhaus et il est à la disposition du Conseil; « au service de l'Évangile et en souvenir du réformateur Huldrych Zwingli, le fonds a pour but de contribuer au rayonnement et à l'approfondissement, en Suisse et dans le monde, de la compréhension réformée du ministère, de l'Église et de la paroisse, en encourageant la formation et la formation continue, des rencontres et des séminaires ».

► a adopté le mandat de la Commission du **Fonds pour le travail des femmes** et fixé son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Le Conseil a chargé le Secrétariat d'examiner, dans le cadre de ses réflexions sur le travail de genre, une extension de l'objectif du Fonds, et de présenter rapport et proposition(s) au Conseil.

Le Conseil

Séances d'avril à juillet 2007

► a approuvé le **mandat de la Commission pour les Églises suisses à l'étranger (CESE)** et en a fixé 'entrée en vigueur au 1er janvier 2007.

► a adopté la **clé de répartition 2008 – 2010**. La clé établissant les contributions de membre est recalculée tous les trois ans en fonction de critères qui sont le nombre de membres, la masse salariale soumise à l'AVS et la force financière du Canton. Elle sert aussi à la distribution de contributions à des organisations à l'extérieur de la FEPS (Conférence des Églises alémaniques).

► a approuvé le **nouveau Règlement concernant les débours** et l'a adopté à l'intention de l'administration fiscale du Canton de Berne. Le Conseil a également approuvé la nouvelle « Ordonnance sur les indemnités et honoraires ».

► a chargé le Secrétariat d'établir le **Budget 2008** conformément aux directives suivantes: les charges seront augmentées du renchérissement annuel, calculé au mois d'avril, pour les coûts de personnel et de matériel (mais non pour les coûts financiers et les subventions aux institutions), ainsi que des contributions supplémentaires de l'employeur à la caisse de pension. Le déficit ne devra pas dépasser CHF 50 000.

Theo Schaad, directeur du Secrétariat

Personnel



Nous avons le plaisir d'accueillir au Secrétariat :

Christian Vandersee (1)
Chargé des relations extérieures, œuvres et organisations missionnaires

Monica Jeggli (2)
Journaliste / Rédactrice

Nous avons pris congé de :

Cornelia Schnabel (3)
Chargée des œuvres et organisations missionnaires

Dr. Elisabeth Ehrensperger (4)
Journaliste / Rédactrice

Prof. Dr. Martin Sallmann (5)
Chargé de théologie

Un « fichu » fossé à franchir

Jacques Matthey, nouveau directeur de programme auprès du COE

Au début de cette année le Conseil œcuménique des Églises (COE) a réduit le nombre de programmes de vingt à six. L'un d'eux est dirigé par le Suisse Jacques Matthey.

Qui est-il ? Qu'est-ce qui l'a marqué ? Quels projets compte-t-il mettre en route dans son programme « Unité, mission, évangélisation et spiritualité » ?

Monica Jeggli

« Tzac boum » : assurément une onomatopée inattendue dans la bouche de Jacques Matthey. Et pourtant, il la prononce deux fois, et avec un plaisir non dissimulé. En face de moi est assis un homme d'âge mûr vêtu avec une sportive élégance, aux yeux entourés de petites rides qu'accentue son sourire. Dans son petit bureau genevois, une bonne partie de la place est accaparée par la bibliothèque. Des œuvres d'art du monde entier sont soigneusement disposées dans la pièce.

Jacques Matthey a grandi entre deux mondes, et il continue à jouer ce rôle de passeur. Les vingt premières années de sa vie ont été celles d'un fils de Romands établis à Zurich. L'Église française était un lieu de rencontre et de vie sociale intense pour les francophones émigrés : « Un tout autre monde, à côté de l'école et des camarades. » Les intérêts du jeune homme l'ont fait longtemps osciller entre plusieurs mondes. Il a toujours cultivé une passion pour les sciences naturelles, en particulier la géologie et la météorologie (cette dernière ne l'a pas quitté). Enfant, il s'était déjà bricolé une station météorologique et a noté durant des années, trois fois par jour, ses observations sur les nuages, le vent et la température. Mais vers la fin du gymnase, l'attrait de la théologie, sa véritable vocation, a fini par l'emporter.

Un souci de précision dans la réflexion et l'argumentation

L'existence de Jacques Matthey est comme traversée par une constante : le souci de réunir ce qui est apparemment inconciliable. Il joue du piano depuis l'âge de sept ans et apprécie la musique notamment parce qu'elle associe

rigueur structurelle et émotion. Comme étudiant, il a vécu la fusion des deux Églises du canton de Vaud, l'Église libre et l'Église nationale, et de leurs facultés de théologie respectives. Les troubles de mai 68 n'ont pas manqué d'éclabousser aussi l'Université de Lausanne, d'une manière tout helvétique, comme se plaît à le souligner Jacques Matthey. Il

« Jürgen Moltmann était une figure très importante pour nous. Il nous a permis d'établir un lien entre la pensée fortement tournée vers la critique biblique de l'école des successeurs de Bultmann, et une attitude dogmatique plus ouverte aux questions du présent. »

faisait partie d'un groupe d'étudiants qui a réussi, de haute lutte, à obtenir, pour une année expérimentale, plus d'interdisciplinarité, de débat et d'indépendance. C'était aussi l'époque de l'émergence de la théologie de la libération et de l'éthique sociale : « Jürgen Moltmann était une figure très importante pour nous. Il nous a permis d'établir un lien entre la pensée fortement tournée vers la critique

biblique de l'école des successeurs de Bultmann, et une attitude dogmatique plus ouverte aux questions du présent. » Ces étudiants étaient imprégnés des textes de l'assemblée œcuménique « Church and Society », tenue à Genève en 1966, mais traduisaient aussi leurs idées dans la réalité de leur existence. Jacques Matthey a été membre d'une communauté de jeunesse œcuménique qui organisait des cultes vivants et détendus. Un stage dans le Département de la mission du COE, à la fin de ses études, lui a aussi permis de se familiariser très tôt avec cette institution.

« Nous avons de savantes constructions intellectuelles, mais ce n'est pas ce dont les gens ont besoin. Nous avons cru l'homme adulte areligieux, mais cela n'est plus vrai. »

L'Esprit Saint et le désenchantement moderne

Comment un homme formé à la pensée scientifique réagit-il face à des cultures dont les attitudes ne paraissent pas toujours rationnelles en regard des concepts occidentaux ?

Pour Jacques Matthey, le contact avec les Églises d'autres parties du monde a rétréci ce « fichu » fossé, expression dont, dans les années quarante et cinquante, on désignait l'écart entre la situation au moment de la naissance de Jésus et celle d'aujourd'hui. « Nous autres Occidentaux avons rabaisé les miracles de Jésus au niveau de la mythologie, alors que beaucoup de gens, dans d'autres civilisations, adhèrent pleinement à l'idée que Jésus agit sur les démons. » Durant sa longue pratique de la mission et de la communauté œcuménique, il a pu se rendre compte que parallèlement à la logique scientifique occidentale, il existe d'autres logiques qui en soi sont elles aussi rationnelles. « Plusieurs sociétés africaines, par exemple, divisent le monde en une sphère visible et une sphère invisible. La sphère invisible exerce une forte influence sur l'autre, raison pour laquelle il faut aussi tenir compte de son existence. » La préparation de la Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation à Athènes en 2005, sur le thème « guérison et réconciliation », a aussi été l'occasion de constater que dans beaucoup de cultures, on n'émet aucun doute sur l'action des forces occultes. Si l'on est malade, c'est le plus souvent pour une raison spirituelle. Outre le traitement médical, il faut agir sur ces forces, faute de quoi on n'obtiendra qu'un rétablissement corporel superficiel, sans atteindre à la véritable guérison.

Jacques Matthey considère également que d'autres Églises ont su faire un meilleur usage que les protestants du rituel, des émotions, de la musique et du beau : « Nous avons de savantes constructions intellectuelles, mais ce n'est pas ce dont les gens ont besoin. Nous avons cru l'homme adulte areligieux, mais cela n'est plus vrai. » Les besoins émotionnels et religieux de l'être humain ont été complètement négligés, et Jacques Matthey dit franchement préférer une bonne conférence à certains cultes dont il ne reste rien du tout si la prédication n'est pas bonne.

De la critique du présent aux tâches pour l'avenir

À la fin des années soixante, les jeunes étudiants étaient convaincus que le monde s'avancait résolument vers une amélioration proche. Tel n'est plus aujourd'hui l'avis de Jacques Matthey, qui observe au contraire une régression dans plusieurs domaines, par exemple dans la coopération internationale pour le développement. Alors que dans les années 1970-1980, selon lui, on s'efforçait de partager le pouvoir avec les partenaires – ecclésiastiques ou non – des autres pays; actuellement, les financeurs de l'aide au développement veulent garder la maîtrise totale sur l'usage de leur argent. Les organisations d'aide au développement ont leurs bureaux dans le tiers-monde comme les sociétés missionnaires autrefois. Les choses étaient discutées jadis autour d'une « table ronde », procédure longue et pénible peut-être, mais où l'Évangile trouvait mieux son compte. Jacques Matthey concède que des perfectionnements étaient nécessaires sur bien des points. Mais il remarque aussi que malgré tous les systèmes de planification, d'évaluation et de surveillance utilisés aujourd'hui, les choses ne vont pas mieux : « Ce n'est pas la bonne manière de procéder dans les relations interculturelles, où il faut vraiment laisser l'autre parler et ne pas le contraindre d'emblée à entrer dans nos schémas. » Il en va de même selon lui dans la communauté œcuménique. Là où autrefois, au COE, il y avait affrontement sur une question ou une autre, les choses se déroulent à nouveau aujourd'hui en parallèle : « Nous ne présentons d'intérêt que comme responsables de projets, mais non plus comme lieu où se prennent les décisions. » Un retour de balancier qui n'est pas pour convenir à un homme qui aime rapprocher les contrastes.

Dans sa fonction de directeur de programme, Jacques Matthey s'est fixé trois objectifs principaux. Il entend premièrement promouvoir une conception de la mission qui favorise la réconciliation et la reconnaissance mutuelle. Il ne saurait y avoir de mission sans égards à l'Église universelle. D'où, inévitablement, des tensions. Une mission bien comprise implique la nécessité, pour l'Église qui la pratique, d'intégrer de nouvelles traditions culturelles. Mais le seul fait d'être chrétien peut déjà mener à des conflits, comme c'est le cas en Inde par exemple. Deuxièmement, il est attaché à une forme de spiritualité qui soit un germe d'unité et ne dérive pas vers des formes extrêmes, à une proclamation de la Parole et à une spiritualité qui assument pleinement leur message tout en évitant d'attiser les conflits. Il est indispensable de savoir agir de manière réfléchie en cas de conflit. Et troisièmement, Jacques Matthey, partisan convaincu d'une Église libre de tout racisme, lutte contre l'exclusion de certaines catégories de gens, qu'il s'agisse de personnes souffrant d'un handicap, de parias comme les « intouchables » de la société indienne, ou des nations premières. Comment, par exemple, organiser un culte associant la participation de personnes incapables de marcher ou de voir ? Pour tenter d'y répondre, il recourt à la réflexion théologique, à l'analyse biblique et aux études de cas. C'est un moyen d'ébaucher des solutions prometteuses et facilement applicables. Jacques Matthey et ses collaborateurs viennent de s'installer sur le même étage du bâtiment du COE. Ils sont prêts à se mettre au travail.



Une vie au service de la mission

Né en 1945 à Zurich de parents suisses romands, Jacques Matthey a passé dans cette ville les vingt premières années de sa vie. Son père était employé dans une banque. Peu après le début de ses études de théologie, il est retourné avec sa famille en Suisse romande et a poursuivi sa formation à l'Université de Lausanne. Ses études achevées, il a effectué un stage au Département de la mission du COE, où il a rencontré sa femme. Leurs deux fils sont aujourd'hui adultes, l'un est physicien, l'autre créateur de bandes dessinées.

En 1972, il a été nommé rédacteur francophone auprès d'« i3w », service d'information sur le tiers-monde nouvellement créé à Berne. Le COE a fait appel à lui en 1977 comme secrétaire d'organisation de la Conférence mondiale sur la mission en 1980 à Melbourne. Il a ensuite travaillé durant dix-huit ans pour le Département Missionnaire – échange et mission (DM), à divers postes, et a assumé la direction de l'organisation de 1991 à 1998. Depuis 1999, il est à nouveau au service du COE, en qualité de chargé

de la théologie de la mission, fonction qui lui a donné la responsabilité du programme de la Conférence sur la mission à Athènes en 2005. Il a été nommé cette année parmi les sept directeurs de programme du COE, et chargé du programme « Unité, mission, évangélisation et spiritualité », avec dix-sept collaborateurs.



Nos conceptions individuelles des valeurs sont profondément enracinées dans les différentes couches de notre histoire familiale et culturelle. L'influence du temps fait que ces couches se superposent, s'affaissent et se reforment.